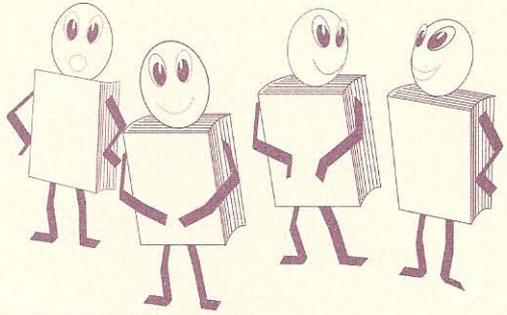


HORS-TEXTE



Bulletin de l'AGBD – Genève
Mars 2008 – No 84



ce qu'ils ont dit

... Puis Anonyma fut nommée officiellement bibliothécaire de la bibliothèque Octogonale de Love Hall. [...] Pendant les travaux d'aménagement, elle commença à classer les livres. Elle veillerait à ce qu'ils soient en parfait état et que la pièce n'abrite aucun de leurs ennemis parasites, tels les thysanoures ou les psocoptères. Il y aurait de triples pupitres, des lutrins pivotants et des chaises en bois de rose pouvant s'ouvrir pour former un escabeau. [...] Bien qu'il fût maintenant à la mode de recevoir dans sa bibliothèque comme dans un salon intime, Anonyma décréta que de telles manifestations étaient exclues dans la bibliothèque Octogonale – elle préférerait étouffer dans l'œuf toute idée de cette sorte. [...] Le salon du sud, au rez-de-chaussée, avec ses larges baies et sa vue merveilleuse sur le Castello d'Acqua, serait parfait pour les mondanités livresques. Il serait possible de remplir les rayonnages de livres factices, tandis que la véritable collection resterait en sécurité.

Anonyma avait de grands projets pour la bibliothèque Octogonale. Elle parlait à Loveall des bibliothèques célèbres. Il sentait son chagrin s'adoucir en écoutant ses évocations des premiers rois amateurs de beaux livres – Khoufou et Khafra à Héliopolis, et le mythique Osymanyas, dont elle avait appris l'histoire bien des années auparavant par la bouche de son père. [...] Anonyma lui parlait aussi des grands collectionneurs privés, dont Platon et Charles le Chauve étaient les ancêtres. Elle évoquait les bibliothèques de Dick Whittington dans le couvent des Frères Gris, de Saint Augustin à Cantorbéry, de John Bell à Londres, rassemblant huit mille volumes, et de Harley à Whimpole, dont la collection avait été achetée pour la nation. [...] Elle lui parlait encore des sept cent mille volumes de la bibliothèque d'Alexandrie, la plus riche de l'Antiquité. Elle racontait l'histoire de son fondateur, le roi Ptolémée, et de ses cinq premiers bibliothécaires. Elle rappelait qu'on avait inscrit au-dessus de son portail ces simples mots : « Médecine pour l'âme ».

Lors de l'inauguration de la bibliothèque Octogonale, Loveall émut Anonyma jusqu'aux larmes en dévoilant une inscription dont il avait gardé jalousement le secret. On peut encore la voir de nos jours. Au-dessus de la porte de la nouvelle bibliothèque, la jeune femme découvrit les noms des cinq bibliothécaires de Ptolémée auxquels s'ajoutait un sixième :

Zénodore
Callimaque
Eratosthène
Apollonius
Aristophane
Anonyma

EDITORIAL

Dans mon précédent édito, je regrettais le manque d'articles de fonds, allant au-delà du *simple* compte-rendu et ouvrant à la réflexion sur nos professions et nos pratiques. Voici ce manque comblé cette fois-ci, avec un regard d'autant plus intéressant qu'il est extérieur à la profession, celui du sociologue Denis Merklen. Maître de conférence à l'Université Paris 7 et chercheur au Centre d'études des mouvements sociaux de l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS), l'auteur mène conjointement avec Numa Murard également sociologue, une étude sur les émeutes urbaines et les violences faites aux bibliothèques dans ce contexte. Sous le titre « Quelles raisons pour brûler des livres » il a présenté les premiers éléments de cette recherche au Congrès de l'Association des bibliothécaires de France, à Nantes en juin dernier. C'est ce texte que nous vous présentons ici, avec l'accord de nos collègues de l'ABF. L'auteur avait espéré pouvoir l'actualiser quelque peu pour ce numéro. Denis Merklen n'en n'a finalement pas eu le temps, mais sa contribution garde toute sa pertinence et nous interpelle à différents niveaux, en particulier en tant que bibliothécaires *professionnels*. Un grand merci à M. Merklen de nous avoir offert ses réflexions passionnantes. Elles nous semblent d'ailleurs ne pouvoir qu'enrichir celles de la section Etude et gestion des publics des BM genevoises ayant amené à constitution de la Charte d'accueil de ces mêmes BM, que Marie-Aude Python Curdet nous présente dans ce numéro. On aurait tort, du reste, de croire que cela (l'incendie criminel) ne concerne que les bibliothèques des *lointaines* banlieues françaises lorsqu'on se souvient que dans la nuit du 3 juin 1997, des individus jamais identifiés (peut-être des ados ?) avaient bouté le feu à la bibliothèques du quartier populaire genevois des Pâquis, à l'aide d'un cocktail molotov, provoquant la destruction de 25.000 livres et des dégâts considérables.

Loin du « 9-3 », Rosemarie Fournier nous conte son activité de coopération en Bolivie et au Nicaragua, là où, aux risques de destructions de documents liés aux guerres et révolutions que connaissent ces pays, s'ajoutent ceux liés au climat, aux catastrophes naturelles, aux insectes tropicaux, sans oublier le manque chronique de moyens financiers et humains pour développer les bibliothèques. En miroir de cet article, 4 fraîches diplômées de la HEG, Sabine Ebiner, Evelyne Gonzalez, Stéphanie Perroud et Céline Zuber, nous présentent leur travail de diplôme visant à la création d'un répertoire d'actions de coopération et d'une antenne de référence de la HEG, dans le domaine ID évidemment.

Enfin, sinon cerise sur le gâteau, du moins incontournable reflet des activités de notre association, notre président Pierre Boillat nous livre le traditionnel Rapport annuel de l'AGBD, je dirais même plus le Rapport annuel traditionnel de l'AGBD.

En remerciant tous nos auteurs et auteures, je vous souhaite immuablement une bonne lecture de ce premier numéro de l'année 2008.

Eric Monnier



*association genevoise des bibliothécaires et professionnels diplômés
en information documentaire*

RAPPORT D'ACTIVITES 2007

Introduction

Il me faut rattraper une grossière imprécision de ma part commise l'année dernière pour le précédent rapport du président. L'usage veut que l'on plaque l'emprise temporelle d'un rapport annuel sur les bornes de l'année civile, soit du 1^{er} janvier au 31 décembre. Je n'en fis rien pour mon rapport 2006, car il démarra à mon élection à la présidence de l'AGBD, le 11 avril 2006, et s'acheva le 14 février 2007, date de la clôture de sa rédaction. Par le présent rapport, je souhaite rentrer dans le moule. En conséquence, il y aura quelques redites. J'en appelle à votre compréhension en vous priant de m'excuser de ces bégaiements.

Membres

Fin 2007, l'AGBD comptait 277 membres en activité, 37 membres retraités, 4 membres d'honneur, soit 318 personnes, auxquelles s'ajoutent 2 étudiant-e-s I+D (qui reçoivent Hors-Texte et le programme des activités mais ne sont pas membres). Cela représente une augmentation de 8 personnes par rapport à l'année précédente.

Par ailleurs, 69 personnes ou institutions sont abonnées à Hors-Texte et 2 exemplaires de celui-ci sont remis en dépôt légal (-3 abonnements par rapport à 2007).

Comité

Le comité de l'AGBD est composé des membres suivants (entre parenthèses leur éventuelle fonction) : Elisabeth Bernardi (Hors-Texte et animations), Pierre Boillat (présidence), Jean-Blaise Claivaz (trésorerie et site Internet), Daniel Jaccaz (Prix romand en bibliothéconomie), Anita Matteazzi (archives) et Isabelle Plan. Il s'est réuni à neuf reprises afin de suivre les affaires courantes et décider des orientations

de l'association. Plus particulièrement, il a accepté 15 nouveaux membres et s'est chargé d'organiser la 35^e assemblée générale du 27 mars 2007.

Comité de rédaction Hors-Texte

Le comité de rédaction de Hors-Texte est formé par Elisabeth Bernardi, Marie-Pierre Flotron, Eric Monnier, Maria-Luisa Noetziin et Danièle Tosi. Ces membres engagés de l'association nous ont permis de lire avec délice le contenu des trois numéros de 2007, soit les 81^e, 82^e et 83^e livraisons. La ferveur avec laquelle les membres du comité restent fidèles à leur poste est aussi à relever. Signalons encore que vous pouvez retrouver tous les fascicules de Hors-Texte en ligne depuis le numéro 68 de 2002.

Groupe de réévaluation des fonctions (GREF)

Au début de l'année 2007, le Groupe de réévaluation des fonctions était constitué de Michèle Bayard, Madeleine Duparc, Renata Ebener, Daisy McAdam, Marie-Noëlle Mauris et Geneviève Nicoud (présidence). Martin Läng est venu rejoindre l'équipe en début d'année et Marie-Noëlle Mauris a démissionné lors de l'assemblée générale. Nos collègues ont encore suivi avec attention le dossier des réévaluations des fonctions à l'Etat et à la Ville de Genève, dossier ponctué de nombreuses péripéties. En voici un bref aperçu. Le 31 janvier, le Conseil d'Etat entérinait la réévaluation des bibliothécaires de l'Etat de Genève avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2007. Le GREF a participé à la séance publique d'information de l'Etat le 9 mars. Si l'attribution des nouvelles fonctions s'est bien déroulée dans la majorité des cas, la situation pose problème pour l'ancienne fonction de *bibliothécaire responsable* au Cycle d'orientation et au Postobligatoire. Une rencontre avec les responsables du Service des ressources humaines du Département de l'instruction publique a eu lieu le 5 juillet pour en discuter. Aux nombreux courriers du GREF, se sont ajoutées la récolte d'une pétition (décembre) et la mobilisation des collègues concernés. A la Ville, le GREF est intervenu vigoureusement en mars auprès des autorités municipales par trois actions coup de poing pour dénoncer la non réévaluation des bibliothécaires de base : coordination de l'envoi massif de 61 courriels par les bibliothécaires de la Ville de Genève aux membres du Conseil administratif, diffusion d'un communiqué de presse aux médias locaux et régionaux le 21 mars, envoi le 30 mars d'un courriel aux huit chefs de partis du Conseil municipal. Une réunion a suivi le 26 avril. D'autres courriers ont été adressés aux conseillers administratifs en mai et en juin. Le 18 juillet, le Conseil administratif décidait de renvoyer l'analyse de la fonction des bibliothécaires de base à la Commission plénière d'évaluation de fonction. Tant à l'Etat qu'à la Ville de Genève, le dossier ne saurait se clore en 2007.

Finances

Notre trésorerie reste saine puisqu'au 31 décembre nous disposons d'une fortune de 26'294,36 francs. Les recettes se sont élevées à 14'024,09 francs et les dépenses à 16'904,99 francs. L'exercice 2007 se solde ainsi avec un déficit de 2'880,90 francs, conformément aux prévisions du comité.

Rappelons que la dernière assemblée générale a approuvé le principe selon lequel notre association n'a pas pour vocation de thésauriser un avoir qui représente encore presque deux ans de recettes. Le Comité a ainsi planifié des comptes déficitaires pour les deux à trois prochaines années, pour autant que des dépenses justifiées et pertinentes soient identifiées. C'est par exemple le cas avec la participation forfaitaire aux frais de justice (recours) pour les membres rencontrant des problèmes dans le cadre de la réévaluation des fonctions.

Au niveau des recettes, il faut relever la nouvelle rentrée (70,- francs) qui provient des frais de rappels (5,- francs) facturés pour l'envoi de la lettre de 2^e rappel ; le premier rappel par courrier électronique restant quant à lui gratuit. Au niveau des dépenses, il faut noter le don de 3'000,- francs qui a été fait au Centre international de recherches sur l'anarchisme à Lausanne (CIRA) dont la bibliothèque était menacée d'évacuation et de fermeture.

Manifestations (Midi-AGBD)

Quatre animations ont ponctué l'année. Tout d'abord, trois visites d'expositions ont été proposées aux membres : « Arts, savoirs, mémoire : trésors de la Bibliothèque de Genève » le 31 janvier au Musée Rath sous la conduite de nos collègues de la Bibliothèque de Genève Mmes Marie-Claude Loup, Marie-Pierre Gilliéron et M. Etienne Burgy (25 participants) ; « Journaux de mode sous toutes les coutures », le 25 avril, décryptée par Mme Véronique Goncerut Estèbe de et à la Bibliothèque d'art et d'archéologie (17 participants) ; « Scénario catastrophe » le 19 juin avec les explications de M. Christian Delécraz de et à l'Annexe de Conches du Musée d'ethnographie où notre collègue Mme Annabelle Chantereaud a repris avec bonheur la tradition de l'apéritif en fin de visite (pour le plus grand plaisir des 20 participants en cette superbe, mais torride fin de journée). Finalement, nous avons reçu Mmes Rosemarie Fournier et Marinette Gilardi-Monnier le 3 octobre dans le cadre de leur conférence « Livres, termites et bibliothécaires » sur une expérience de coopération bibliothéconomique au Nicaragua (31 participants).

Prix romand en bibliothéconomie 2007

Le Prix romand en bibliothéconomie 2007 a été décerné le 15 janvier lors de la séance de remise des diplômes de la Haute école de gestion de Genève à Mmes Mercedes Alvarez, Céline Dubouloz et Sophie Haene pour leur travail intitulé « Création d'un groupe compétence Actualité au sein du réseau des Bibliothèques municipales de la Ville de Genève ». Ce prix est décerné en partenariat avec le Groupe régional des bibliothécaires vaudois (GRBV) et le Groupement valaisan des bibliothèques (GVB).

Coopération associative

En tant que Groupe d'intérêt de l'Association des bibliothèques et bibliothécaires suisses (BBS), l'AGBD a été représentée par Jérôme Napoléon au Conseil

consultatif le 7 mars à Berne. Durant cette séance, il a notamment été question de la fusion entre la BBS et l'Association suisse de documentation (ASD). La BBS a tenu son congrès bisannuel à Sierre (du 29 août au 1^{er} septembre) où plusieurs membres du comité de l'AGBD se sont rendus. Votre président a aussi été présent à l'assemblée générale extraordinaire du 23 novembre à Berne entérinant la fusion BBS-ASD.

Les réunions entre présidents ou représentants des associations professionnelles cantonales ou régionales de Suisse romande se sont tenues les 13 janvier, 23 juin et 3 novembre. Y sont représentées : l'Association des bibliothèques fribourgeoises (ABF), l'Association jurassienne de bibliothécaires (AJB), le Groupe régional des bibliothécaires vaudois (GRBV) et le Groupement valaisan des bibliothèques (GVB). En plus de se tenir mutuellement au courant des activités et projets de chacun, une liste des formateurs intervenus dans l'une ou l'autre des associations a été mise en commun. Des sujets concernant notre profession y ont été discutés (normes, statistiques, salaires, Journée mondiale du livre).

Votre président a représenté l'AGBD aux assemblées générales du GRBV le 3 mai à Lausanne et de l'Association des assistants en information documentaire (AAID) le 17 février aussi dans la capitale vaudoise.

La Communauté de travail des bibliothèques suisses de lecture publique (CLP) a réuni le 11 octobre à Lausanne les associations de bibliothécaires et de bibliothèques de Suisse romande. Votre président a représenté l'AGBD. Des synergies au niveau romand ont été évoquées, notamment dans le domaine de la formation continue.

Une vingtaine de bibliothécaires du Groupe Rhône-Alpes de l'Association des bibliothécaires de France se sont rendus à Genève les 25 et 26 juin. Ce voyage d'étude trouve son origine dans la volonté de développer des collaborations entre l'AGBD et des associations consœurs françaises. Nos collègues français ont visité les bibliothèques d'Uni-Mail, de la Cité, de l'ONU et le musée de la Fondation Bodmer. L'AGBD a offert le 25 au soir un apéritif qui a permis de partager un moment convivial entre les collègues français et une quinzaine de membres de l'AGBD.

Formation professionnelle

Le nouveau plan de formation initiale en information documentaire a été mis en consultation du 1^{er} mars au 16 avril. Il s'agit de refondre la formation des assistants en information documentaire (AID). L'AGBD a pris position en date du 16 avril. Tout en reconnaissant les aspects positifs du plan de formation, l'AGBD a regretté la dénomination proposée de gestionnaire en information documentaire (GID) en remplacement d'AID et le manque de visibilité des cours de culture générale professionnelle. Ces critiques et celles formulées par ailleurs par d'autres associations ou institutions n'ont été que très partiellement prises en compte par la Délégation à la formation I+D, en charge du dossier. Cette attitude a motivé le Groupe régional des bibliothécaires vaudois (GRBV), le Groupe romand de documentation (GRD) et l'AGBD à faire part, le 4 juillet, de leurs inquiétudes à

L'Office fédéral de la formation professionnelle et de la technologie (OFFT) – organe chargé de valider le plan de formation. L'OFFT a rejeté notre démarche. Le 19 décembre, une réunion entre des représentants de la Délégation à la formation I+D et les trois associations a permis de faire le point et d'entrevoir des solutions pour la suite du projet. A suivre en 2008.

Divers et variés

L'assemblée générale ordinaire de l'AGBD s'est tenue le 27 mars. En plus du traditionnel buffet et de la partie statutaire, Mme Nicole Trotet, responsable de la formation continue de la HES-SO Genève, a exposé les développements de la formation continue dans les Hautes écoles spécialisées de Genève, notamment par une meilleure identification des besoins en formation continue grâce au concours des associations professionnelles.

Suite à la mise en consultation par la CLP des nouvelles normes pour les bibliothèques de lecture publique, M. Pascal Hauenstein, membre et bibliothécaire aux Bibliothèques municipales de la Ville de Genève, s'est proposé de rédiger une synthèse critique (rendue le 4 avril). Qu'il en soit encore une fois remercié.

Le Groupe de travail bibliothèques scolaires et mixtes de l'Association des bibliothèques fribourgeoises (ABF) a interpellé l'AGBD pour connaître la politique du canton de Genève pour les bibliothèques. M. Patrick Johnner, membre et directeur du Service Ecole Media et Mme Madeleine Duparc, membre et présidente du Groupe des bibliothécaires du post-obligatoire ont prêté leur concours afin de fournir un état des lieux genevois sur la question. Qu'ils en soient remerciés à nouveau.

Chaque membre de l'AGBD a reçu ses deux invitations gratuites au Salon international du livre et de la presse de Genève 2007 grâce au traditionnel et généreux geste des organisateurs. L'AGBD a aussi relayé auprès de ses membres l'annonce de l'habituelle conférence proposée par la Bibliothèque nationale suisse (BN). L'intervenant, M. Alain Tihon, a traité des « Attracteurs informationnels ». De surcroît, l'AGBD a été représentée sur le stand de la BN durant une partie du salon par Isabelle Plan et votre président. Les bénéfices de l'opération n'ont pas été à la hauteur des attentes ; l'opération ne sera pas renouvelée.

A l'heure de l'utilisation massive des voies de communication électroniques, le comité a décidé de recourir le plus possible au canal virtuel pour transmettre les informations à ces membres possédant une adresse électronique. Bien entendu, les membres dépourvus d'adresse électronique ou ne désirant pas la communiquer à l'association continueront à recevoir les informations par la poste. Néanmoins, le comité invite les membres connectés à transmettre leurs coordonnées électroniques¹ afin de faciliter son travail et de faire baisser les dépenses d'adressage.

Bien que nous soyons toujours hébergés par la BBS, l'adresse Internet de notre site web a changé : <http://www.agbd.bbs.ch/>.

¹ Via un formulaire sur le site de l'AGBD à l'adresse : <http://www.agbd.bbs.ch/adresses.htm>

Votre président a encore :

- réagi à dix annonces de postes aux exigences de formation incohérentes (c'est-à-dire mélangeant les niveaux de diplômes). D'une manière générale, les employeurs justifient la juxtaposition hétérogène des niveaux de diplômes par le souhait de recevoir plus de candidats intéressants. Ils jugent aussi l'expérience pratique souvent plus importante que le niveau de formation. Nous pouvons quand même nous réjouir d'avoir contribué à la suppression de la fonction de « secrétaire-documentaliste » à l'Etat de Genève.
- envoyé le 29 janvier 2007 une lettre aux 38 nouveaux diplômés de la Filière information documentaire de la Haute école de gestion de Genève (HEG-I+D) leur proposant de rejoindre l'AGBD ou de s'abonner à Hors-Texte
- félicité le 27 juin Mme Danielle Mincio, membre d'honneur, de son élection au Conseil d'administration de la Fédération internationale des associations de bibliothécaires et d'institutions (FIAB)
- répondu le 12 juillet à une collègue française demandant des informations sur les possibilités pour une Française de travailler en Suisse
- présenté l'AGBD le 4 décembre auprès des étudiants de la HEG-I+D.

Conclusion

Tout bien regardé, l'année 2007 a été bien remplie. D'une manière d'abord équilibrée en proposant des activités concrètes à nos membres, mais aussi en contribuant à défendre et renforcer l'image de notre profession au-dehors du milieu professionnel. Le dossier le plus brûlant, les réévaluations des fonctions, reste aussi le plus porteur. Je me réjouis tout particulièrement qu'il ait servi de carte de visite à l'AGBD. Par la publicité dont il a été l'objet, il a rendu encore plus éclatante l'utilité publique de l'association professionnelle régionale que nous sommes. C'est une douce félicité d'accueillir de nouveaux membres qui ont franchi le seuil de l'AGBD parce qu'ils ont reconnu en notre association un acteur incontournable de leur vie professionnelle.

Je formule un regret. Depuis notre dernière assemblée générale, le comité a fonctionné à six personnes, alors que les statuts précisent qu'il doit être composé de sept à neuf membres. Certes, le travail s'exécute bien à six. Le nombre est d'ailleurs moins la cause de mon soupir que la mauvaise représentabilité des facettes de notre profession en son sein. Que penser quand les bibliothèques municipales ou la Bibliothèque de Genève n'y sont pas représentées ? Sinon souhaiter que 2008, année électorale, corrige cette carence !

Genève, le 2 mars 2008

Pierre Boillat, président
avec la collaboration de Jean-Blaise Claivaz, trésorier

LE BILLET DU PRESIDENT



Aux quelques 318 membres de l'AGBD,
Aux abondants lecteurs de Hors-Texte,

Un tien vaut mieux que deux tu l'auras. Que me voilà contraint de faire mentir ce proverbe, car je vous impose dans cette livraison de Hors-Texte deux billets du président. L'actualité dépasse donc le rythme de parution de notre bulletin. J'implore la mansuétude de ses rédacteurs et la compréhension du lecteur que vous êtes.

OUVERTURE DE POSTES

Un sourire narquois s'épanouissait immédiatement sur mes lèvres quand je lisais à chaque début d'année « électorale » la même ritournelle dans les éditoriaux de Hors-Texte : le temps du renouvellement des membres du comité étant arrivé, un appel aux volontaires surgissait. Que ne raillais-je gentiment à l'époque, dans mon insouciance de simple membre, la focalisation du président sur un souci dont je ne prenais pas la mesure : la réserve de nos membres à intégrer l'équipe du comité. Voilà que je me prête à mon tour à l'exercice de vous convaincre, chers membres, de passer de l'autre côté du miroir. Il est certain qu'il y a un pas à franchir vers l'inconnu ou plutôt vers un univers imaginé. Et c'est bien là le problème. Il est si facile de débrider son imagination sur les terres des chimères et autres démons. L'homme s'adonne volontiers dans l'exagération et le superlatif quand il méconnaît un domaine. J'aimerais rassurer nos membres sur la véritable réalité de la vie du comité de l'AGBD. Oui, c'est une expérience hautement profitable, car nous sommes plongés directement dans les dossiers « brûlants » du moment qui concernent notre profession. Oui encore, c'est une occasion rare de rencontrer des collègues, mais aussi des partenaires, tels que des bibliothécaires d'autres cantons ou d'autres pays, des politiciens locaux ou régionaux, des hauts fonctionnaires, des acteurs du monde culturel au sens large. Et j'en passe. Oui toujours, c'est l'opportunité de monter des animations pour informer ou divertir nos membres. Non, ce ne sont pas des heures de labeur effréné, mais des réunions une dizaine de fois l'an et de menus travaux par ailleurs. C'est surtout un esprit d'équipe qui gonfle les voiles du navire AGBD. Ce bateau vogue depuis plus de trente ans et naviguera encore longtemps. Mais il lui faut un minimum d'hommes (de femmes) d'équipage.

Selon les statuts, le comité doit être composé de sept à neuf personnes. Laissons parler l'arithmétique : trois membres du comité renouvèlent leur engagement, trois membres se sont déjà déclarés candidats au comité. Si l'assemblée générale élit ou confirme l'élection des ces six personnes, il manquera au moins une bonne âme pour respecter les statuts. Il y a donc encore de la place au comité. Une, deux, trois places vacantes, c'est l'opportunité pour un, deux, trois membres de rejoindre le comité. Un, deux, trois... on y croit. Un, deux, trois... et vous v'là. Un, deux, trois...

AIDES FINANCIERES

L'AGBD est une association qui vit bien. Merci pour elle. Merci aussi à ses membres cotisants. Comme elle n'a pas vocation à faire fructifier son capital, d'autant moins dans ces périodes d'instabilité bancaire, le comité a entrepris depuis l'année passée – et avec la bénédiction des participants à l'assemblée générale 2007 – de dépenser avec mesure et justesse une partie de ses fonds. Le soutien financier à des associations ou à des bibliothèques régionales ou en lien avec la Suisse romande nous a permis, non seulement de manifester l'esprit de solidarité qui sous-tend notre association, mais aussi de répondre favorablement à la nécessité de réguler la richesse monétaire de l'AGBD. Cette voie, vous l'aurez compris, privilégie les personnes morales. Quid des personnes physiques ? Le comité propose d'ouvrir le porte-monnaie de l'AGBD aussi aux membres de notre association. Deux cas de figure ont été envisagés : la formation continue et les congrès. L'un et l'autre ont un coût qui se répercute sur les participants via des frais d'inscription parfois relativement élevés. Quand l'intérêt et la motivation incitent un de nos membres à suivre un cours de formation continue ou à assister à un conclave de professionnels, la question financière ne devra pas freiner cette démarche. Si tel devait être le cas, l'AGBD pourrait aider financièrement ce membre pour qu'il puisse atteindre son but. Bien évidemment, notre association ne peut se substituer aux responsabilités des employeurs; lesdits employeurs devant permettre aux bibliothécaires de se former tout au long de leur vie via justement des cours de formation continue ou des congrès. Néanmoins, les théories les plus clinquantes ne sauraient ignorer les réalités parfois sombres du terrain. L'AGBD peut pallier ces carences, dans la mesure de ses moyens financiers forcément limités. Ainsi, est-il exclu d'entrer en matière sur le financement d'études post-grades dont les taxes d'inscription atteignent des sommets himalayens.

La marche à suivre pour solliciter une aide financière se veut intentionnellement légère. Point de règlement à respecter ni de formulaire à remplir. Les demandes seront à adresser au comité qui, dans un esprit très libre, ouvrira ou non les cordons de la bourse agébédienne. Nous aimerions vraiment rendre service le plus simplement possible.

Je formule une conclusion sous forme d'invitation à l'assemblée générale 2008 qui se déroulera – sans tapis rouge ni chichi, mais avec le traditionnel buffet – le mardi soir 22 avril. Un courrier formel suivra. Venez-y nombreuses et nombreux pour cet événement statutairo-festif !

Pierre Boillat

REEVALUATION DES FONCTIONS : UNE FAIM DE SUITES

Situation à l'Etat de Genève

Une partie des bibliothécaires concernés du postobligatoire s'est engagée dans la voie de la fonction de BDA-spécialiste en accord avec leur direction respective. Les autres cas ne sont toujours pas réglés.

Les bibliothécaires du cycle d'orientation ont été également « mal » rangés dans la fonction de BDA. Ils ont reçu le soutien de deux associations d'enseignants et fait appel à deux syndicats, le SSP et le SIT.

En janvier 2008, une pétition signée par 150 bibliothécaires concernés ou solidaires a été remise au DIP. Une réunion a eu lieu en février 2008 entre les représentants des ressources humaines du DIP, les syndicats et les délégués du cycle d'orientation et du postobligatoire. Les participants se sont mis d'accord pour travailler à l'élaboration d'un cahier des charges BDA-spécialiste « générique ». Ce cahier des charges a été transmis au service des ressources humaines du DIP. (suite aux prochains numéros...)

Les délégués du CO et du PO.

Situation à la Ville de Genève

Peu de nouvelles en vérité à proposer. Le président de l'AGBD a été auditionné par la *Commission plénière d'évaluation de fonction* le 17 janvier 2008 (et non le 22 novembre 2007 comme annoncé dans le dernier Hors-Texte ; un report ayant été demandé par la Ville de Genève). Durant cette audition, l'AGBD a eu l'occasion de présenter sa position et de faire part de ses griefs, dont les principaux sont : très forte déception des collègues bibliothécaires de base non réévalués, profonde différence salariale entre Etat de Genève et Ville de Genève à poste comparable en début comme en fin de carrière, refus de tenir compte de l'évolution de la profession de bibliothécaire depuis 20 ans. L'AGBD n'a pas reçu d'information depuis. Ce n'est pas nécessairement synonyme d'inquiétude, mais plutôt la preuve que la *Commission plénière d'évaluation de fonction* planche sur le dossier. Affaire à suivre (et affaire sera suivie !).

Genève, le 4 mars 2008
Pierre Boillat, président

QUELLES RAISONS POUR BRÛLER DES LIVRES ? Une étude exploratoire sur les violences faites aux bibliothèques de quartier

Je voudrais présenter ici les tout premiers résultats d'une recherche ethnographique à travers laquelle nous cherchons à comprendre les violences faites aux bibliothèques de quartier. Il s'agit de cadrer ce phénomène de violence au sein d'une enquête empirique sur les facteurs émergents à la fois dans la culture et dans la politique populaire¹. Le propos de l'étude est d'apporter des éléments de compréhension à la violence exprimée aussi bien pendant les émeutes urbaines de novembre 2005 que lors des différents épisodes de protestation dans les quartiers, lors du scrutin de l'élection présidentielle de mai 2007 ou plus généralement dans le « quotidien » de ces bibliothèques.

Nous observons les bibliothèques de quartier d'un point de vue précis et défini. Nous considérons les interventions des bibliothèques dans les quartiers comme un élément à la fois d'ordre culturel, social et politique. Elles deviennent ainsi constitutives de la culture populaire, ce qui implique de mettre en relation le livre, la lecture et de manière générale la culture écrite, avec d'autres productions de la culture populaire (comme la chanson ou les blogs) et d'autres activités, sociales ou politiques. C'est sa considération comme partie intégrante de l'univers populaire local qui nous mène à considérer également la bibliothèque de quartier comme objet de conflits sociaux. Quelles productions de sens les bibliothèques contribuent-elles à forger ou à affirmer ? De quelle mémoire collective la bibliothèque est-elle dépositaire ? Quelles mémoires contribue-t-elle à activer ? Et inversement, quelles mémoires empêche-t-elle de vivre ? À quelles productions culturelles l'action de la bibliothèque s'oppose-t-elle ? L'ensemble de ces questions permet de préfigurer une hypothèse : du moment que les bibliothèques sont prises pour cible de l'action violente par ceux qui sont censés être leurs propres « bénéficiaires », c'est que leur action intervient, comme celle d'un acteur singulier, dans un champ conflictuel à étudier. C'est dans ce contexte que la violence peut se donner à parler, qu'elle devient objet de discours et d'échanges. Ceci suppose, du point de vue méthodologique, de prendre un point de vue radicalement « indigène ».

Trois précisions d'ordre méthodologique doivent être faites. Premièrement, la violence exceptionnelle exprimée pendant les épisodes de révolte indiqués doit être replacée dans une économie des échanges conflictuels quotidiens sur deux registres parallèles : d'une part, entre l'institution et les habitants ; d'autre part, entre les différents acteurs cohabitants dans les quartiers, au sein de l'univers populaire lui-même. Dans d'autres termes, il s'agit de replacer l'événement dans un contexte de plus longue durée et au sein d'une événementialité plus « banale », moins exceptionnelle. Deuxièmement, il faut préciser qu'il ne s'agit pas de juger politiquement ou moralement les faits, mais d'inscrire la violence dans le contexte d'une « rationalité » susceptible de lui conférer un sens. Enfin, nous devons dire que ce qui suit contient seulement les premiers éléments d'une enquête en cours. Nous

¹ « Pourquoi brûler des livres ? Violence, culture et politiques populaires. Une étude des émeutes urbaines du point de vue des bibliothèques de quartier », nous menons cette recherche conjointement avec Numa Murard (sociologue, Université Paris Diderot – Paris 7) dans le cadre d'une convention avec la Bpi.

sollicitons ainsi une certaine indulgence de la part du lecteur. Nous sommes conscients que notre topo n'a pas la forme d'un propos abouti, que les observations faites sur le terrain sont parfois fragmentaires et que nos affirmations devraient être considérées comme des hypothèses. Mais nous pensons que ces quelques éléments cueillis en quelques mois d'enquête nécessitent d'être soumis à discussion pour faire avancer la recherche.

De la souillure²

Souiller : de l'a. fr. *soil* « abîme de l'enfer ; borbier ». Salir, corrompre, infecter, polluer. Salir par le contact d'une chose impure. Contaminer. Profaner. Avilir, entacher.
Le petit Robert, 1982.

Direction du livre et de la lecture (DLL) : Note relative aux bibliothèques d'Île-de-France ayant fait l'objet de déprédations en novembre 2005.

Yvelines (78), Les Clayes-sous-Bois (18 000 habitants) : Le bâtiment, d'environ 550 m², date des années 80. Il a reçu, dans la nuit du dimanche 6 au lundi 7 novembre, un cocktail Molotov, qui a provoqué un début d'incendie. Ont brûlés : un chariot à livres, une étagère et quelques livres. L'intégralité des documents restants, soit environ 40 000 ouvrages, est souillée de suie et de cendres.

Essonne (91), Vigneux-sur-seine (26 000 habitants) : L'équipement de 900 m², ouvert en 1989, est implanté dans un bâtiment public contre lequel a été lancé, dans la nuit du 5 au 6 novembre un cocktail Molotov qui a brûlé quelques bandes dessinées, plusieurs bacs à albums et tables ont été partiellement incendiés. L'intégralité des documents restants, soit environ 45 000 ouvrages, est souillée de suie et de cendres.

Seine-Saint-Denis (93), La Courneuve (36 000 habitants) : La bibliothèque annexe (environ 100 m²), qui date de 1970, est implantée dans une Maison de l'Enfance située dans le quartier des Quatre Routes. Le bâtiment a été incendié dans la nuit du 4 au 5 novembre, ce qui a provoqué la destruction des trois ordinateurs que possédait l'annexe, de la banque de prêt et d'un grand nombre de livres, 7 à 8 000 environ, soit le quart des collections, destinées très majoritairement à la jeunesse. Les ouvrages restants (22 000 environ) sont tous souillés de suie et de cendres.

Saint-Denis (86 000 habitants) : La médiathèque annexe Gulliver, 630 m², est installée dans le quartier Floréal, depuis juin 2004. Il y a six mois environ, toutes les vitres de la salle de prêt avaient été brisées et les six postes multimédia avaient été volés. Fin octobre 2005, les six postes, qui avaient été rachetés, ont été volés de nouveau, ainsi que 80 CD environ. Depuis cette date, un gardiennage était assuré. Dans la nuit du 5 au 6 novembre, un cocktail Molotov a été lancé sur l'équipement. Le gardien présent sur place a très rapidement éteint l'engin.

[Le rapport continue avec la description de plusieurs cas dans le Val-de-Marne et le Val-d'Oise. Il inclut une liste – établie au 15/10/2005 – de 13 bibliothèques prises

² Je reprends volontairement le titre de l'ouvrage de Mary Douglas (2001). L'anthropologue observe une constante des groupes humains à se servir de la séparation entre ce qui est arbitrairement défini comme propre et ce qui est défini comme sale ou souillé pour tracer les frontières sociales servant à définir l'extérieur du groupe et à établir les divisions à l'intérieur de celui-ci.

pour cible lors de la révolte de novembre 2005. Dans presque tous les cas, le rapporteur emploie le terme « souillure »].

Le Parisien, lundi 07 mai 2007 : Tensions en Ile-de-France [...]

ESSONNE. Le quartier de la Grande-Borne, à Grigny, a été émaillé d'incidents sporadiques tout au long de la soirée. Le calme est revenu avant qu'une série de caillassages à coups de parpaings ait lieu dans le quartier des Pyramides, à Évry, où une bibliothèque a, par ailleurs, été partiellement incendiée. Place de la Commune, un policier municipal a été visé, sans être blessé. Des incidents sont également signalés à Corbeil.

[Cette même bibliothèque, l'annexe du quartier Les Aulnettes dans la ville d'Évry, avait déjà été la cible d'un cocktail Molotov pendant les émeutes de novembre 2005. Son cas n'est pas répertorié dans le rapport de la DDL cité plus haut].

« Si Sarko passe, on vous brûle la bibliothèque ».

D'un habitant du quartier Saussaie-Floréal-Courtille à une bibliothécaire de la médiathèque Gulliver (Saint-Denis, 93200) entre les deux tours de l'élection présidentielle d'avril et mai 2007.

Ces récits d'événements où les bibliothèques sont prises pour cible constituent notre point de départ. Les protestations de novembre 2005 ont rendu évident que les conflits qui les sous-tendent s'inscrivent au niveau national. Nous décidons d'explorer la piste locale car c'est le seul moyen de mener une démarche ethnographique. Or, la configuration locale des quartiers populaires est traversée par des dimensions nationales de la vie sociale. L'une des caractéristiques de la conflictualité sociale contemporaine est sa très forte « localisation », mais cette localisation doit être considérée comme une manifestation de dynamiques sociétales sur un territoire. Ainsi, nous appuierons nos analyses par la description de l'un des cas cités plus haut, celui de la médiathèque Gulliver, à Saint-Denis, que nous avons étudié de façon approfondie. Mais ces descriptions doivent être prises en compte dans leur exemplarité et non considérées comme un cas singulier, encore moins isolé.

La bibliothèque comme projet

Voyons donc notre problème à travers la description d'une situation locale. La médiathèque Gulliver a été inaugurée en juin 2004 dans le cadre d'un projet de transformation de l'un de ces « quartiers populaires » (Madec, 2002) que nous avons l'habitude d'appeler « banlieues » ou « cités ». C'est un bâtiment neuf, très beau, plein de couleurs. Quand on est à l'intérieur on le perçoit très ouvert, de communication facile avec les tours de la cité. Lorsqu'on regarde la bibliothèque de l'extérieur, on observe une œuvre, pleine de volumes, peinte en bleu, jaune et rouge. Là, ce qu'on remarque c'est le contraste avec les tours de la cité. Alors, une question se pose : comment voir le quartier ? Il est invisible. À regarder ces tours et leurs habitants, nous voyons déjà une « cité », préjugée. En revanche, la bibliothèque saute très vite aux yeux. Elle est bien là. On a l'impression que le géant Gulliver a placé ici cet objet magnifique, presque brillant.

La bibliothèque a eu 1 350 inscrits en 2006 (dont une moitié d'adultes) dans un quartier qui compte 7 000 habitants (dont un tiers a moins de 20 ans). Après quelques mois d'enquête, le travail réalisé par les bibliothécaires dans ce quartier semble irréfutable et il obéit à une politique locale de la lecture publique qui

paraît, elle aussi, remarquable. Bien que des extensions dans l'ouverture puissent être envisagées, les horaires sont élargis. La gratuité (nécessaire certainement pour une partie importante des habitants de ce quartier) est acquise pour tous les supports : livre, CD, DVD, périodiques. Pas de vigile ni de vidéosurveillance. Le pari est à la confiance. Plus de 50 000 prêts en 2006. Un effort constant est fourni par l'équipe des bibliothécaires afin d'aider la bibliothèque à sortir de ses murs. Il se fait en partenariat avec les autres institutions présentes dans le quartier, écoles et collège, mais aussi radio, associations et maison de quartier. 209 collectivités ont été reçues en 2006, ce qui représente l'accueil de près de 3 600 enfants. Dès que le temps le permet, des lectures « en herbe » sont faites dans les espaces verts du quartier. Puis, en hiver comme en été, par temps de pluie comme sous le soleil d'été, les bibliothécaires mènent un travail quotidien de rapprochement avec les jeunes du quartier, « ceux qui tiennent les murs » et qui ne viennent pas à la bibliothèque. Et à l'intérieur de la bibliothèque, une démarche active d'accompagnement du lecteur est entreprise, il s'agit d'aller à sa rencontre, à sa rescousse, au dialogue, à son orientation dans les rayons, à la médiation entre le livre et lui, à rendre convivial et accueillant l'espace de la médiathèque.

Mais, nous avons en même temps les attaques répétées faites à cette médiathèque de quartier. C'est un véritable paradoxe. La bibliothèque Gulliver fut cible de violences à plusieurs reprises. Vols d'ordinateurs et de collections de CD de rap, incendie, caillassage de ses vitres, tags, désordres dans la salle de lecture, menaces, suivi du personnel dans la rue. Comment comprendre ces actes ? Qu'est-ce qu'on attaque ? Une institution publique ? Un joli bâtiment ? Une bibliothèque ? La bibliothèque Gulliver, seule dans son contexte local ? Nous faisons l'hypothèse que la cible est une bibliothèque. Mais qu'est-ce qu'une bibliothèque pour eux, les auteurs des attaques ? Pour « eux », c'est-à-dire, d'autres que nous ? Le premier pas à faire dans la compréhension de ces actions est de prendre conscience que nous autres, bibliothécaires et sociologue, nous constituons un groupe particulier : nous gagnons notre vie et nous affirmons notre position sociale dans le marché du livre. Le livre est un objet de l'individu, individualiste. Mais il est aussi un objet social et ce que nous voyons déjà c'est qu'il aide à tracer des frontières entre les groupes et les catégories. Il est donc tout naturellement objet de luttes. Les bibliothèques contiennent des objets de luttes sociales dans leurs rayons. D'où, que, pour nous, il demeure toujours et malgré tout une certaine sacralité attachée aux livres (est-ce pour cela que le verbe « souiller » est choisi par le rapporteur de la DLL pour décrire ce qui est arrivé aux bibliothèques de quartier pendant les révoltes de novembre 2005 ? – cf. *supra*, p. 2).

La bibliothèque comme projet de transformation sociale

La première fois que je suis allé à la bibliothèque Gulliver, j'y ai été conduit par la directrice des bibliothèques de Saint-Denis. Lors d'un long entretien préalable, on avait beaucoup échangé à propos des bibliothèques municipales et des violences dont les « annexes » de quartier font assez fréquemment l'objet. Elle m'explique alors que la bibliothèque Gulliver fait partie d'un important projet de rénovation urbaine entrepris par la ville de Saint-Denis sur trois quartiers qui composent ensemble l'un des points les plus conflictuels de la ville, trois quartiers qui vivent à la fois ensemble et séparés, et que la médiathèque a été placée à l'intersection de ces trois quartiers : La Saussaie, Floréal et Courtille (« SFC » dans le jargon local). La bibliothèque m'apparaît ainsi pour la première fois comme un projet de réunion, comme une tentative de promotion de la vie commune. Est-ce à cela que s'opposèrent les incendiaires ? Pas sûr.

Ce qui apparaît sûrement comme une première piste intéressante à être explorée, c'est de considérer les actes de violence contre les bibliothèques comme des actes d'opposition à un projet de transformation sociale par l'État (à travers l'action municipale). Pourquoi les jeunes de SFC menacent de brûler une bibliothèque municipale de Saint-Denis si Nicolas Sarkozy gagne les élections présidentielles ? (cf. *supra*, p. 3)

La bibliothèque, le livre, la parole écrite ne sont pas indifférents au regard des habitants des quartiers. Il y en a certes que les bibliothèques indiffèrent, mais il y en a beaucoup qui les aiment, tout comme il y a des habitants qui vont jusqu'à les brûler. Ce constat simple, imposé par le thème de notre recherche, conduit rapidement à considérer avec précaution les résultats des enquêtes qui donnent à penser que les jeunes seraient « indifférents à la culture légitime » (Lahire, 2004 ; Pasquier, 2005). Ce que nous observons quant à nous ce sont des conflits sociaux qui se déploient avec violence et on ne peut y voir que la récurrence d'un thème classique dans l'histoire des classes populaires. Dans ce cadre, nous avons besoin d'une « lecture » politique de ces violences permettant d'inscrire ces actes dans un contexte de conflit. Nous devons mettre en lumière la charge politique d'une bibliothèque, tout comme il est nécessaire de prendre en considération le contenu politique de la violence sociale. Le cas échéant, nous ne pourrions pas sortir de l'opposition structurant le regard de la vieille anthropologie et, évidemment, nous serions amenés ici à prendre le point de vue (et le parti) de la civilisation, et à laisser seuls les autres, les classes populaires, côté barbare.

Dans un livre remarquable, Anne Kupiec et Anne-Marie Bertrand (1997), attirent l'attention sur le fait que la construction des bibliothèques municipales et tout spécialement l'emplacement d'« annexes » dans les quartiers, s'inscrit la plupart du temps dans le cadre de projets de rénovation urbaine mis en place par le pouvoir local. C'est exactement le cas de la bibliothèque Gulliver qui n'échappe pas à la règle. Or il faut considérer ce projet urbain comme un véritable projet de transformation sociale dans lequel s'inscrit la politique de la bibliothèque. Son action participe d'une volonté politique de transformation d'un clivage social, comme on en connaît des centaines d'exemples depuis que la « politique de la ville » existe. De surcroît, cette volonté de transformation, commencée dans le cas que nous observons par la démolition d'une bonne partie du quartier, permet d'observer l'inscription locale d'un modèle d'action de portée nationale³.

Municipalité et bailleurs de fonds (« ils », dans le discours des habitants) décident, courant 1998, une transformation de la Saussaie-Floréal-Courtille et de sa réputation. À la lecture des documents de l'époque et à l'écoute des acteurs municipaux, ce projet de transformation sociale se fait selon une méthode conçue en deux dimensions. Nous pourrions qualifier la première de dimension écologique. Il s'agit de changer l'environnement pour bouleverser la conduite des êtres vivants qu'on y trouve implantés. Changement de quelques rues pour rendre plus fluide la circulation et désenclaver l'ensemble, démolition de deux tours et d'une dalle représentant 30 % des 609 logements du quartier La Saussaie. L'espace à transformer est vu comme un foyer du vice, des trafics, comme lieu de mauvaise vie et de misère aussi, dont la seule présence disqualifie la ville, les habitants et le

³ Dans deux travaux déjà classiques, Anne-Marie Bertrand a souligné la force avec laquelle les élus locaux se sont emparés, surtout avec les lois de décentralisation, des bibliothèques municipales et de quartiers comme outil pour l'action politique locale, et notamment comme vecteur culturel de l'action sociale (Bertrand, 2001 et 2004).

quartier. Le lieu est perçu à l'époque comme un véritable « pôle négatif », comme l'a si bien saisi Gérard Althabe (1993). À sa place on construira une « prairie », un espace vert dessiné comme un jardin public, très ouvert avec bancs, chemins de promenade et même quelques barbecues. Il y a ensuite une deuxième dimension du projet, menée non sans moins d'énergie que la dimension écologique de démolition/reconstruction. Il s'agit d'un travail social, intense, avec une présence institutionnelle visant à construire un maillage vraiment serré dans l'espace du quartier. Ce travail est présenté comme une « intervention » et les travailleurs sociaux qui y participent se réfèrent les uns aux autres comme les « intervenants ». Ceux-ci se réunissent tous les trente jours dans un « collectif des professionnels » où se concertent l'action de la trentaine d'institutions présentes dans ce territoire : bibliothèque, écoles, crèche, maternelle, maison de quartier, ludothèque, antenne jeunesse, RATP, police, mairie... Le quartier est saupoudré à raison d'une institution pour 200 habitants. Sur ce même terrain s'inscrit l'action de la médiathèque Gulliver, à la fois transformation architecturale de l'environnement et action sociale à travers la culture. « *La bibliothèque a été construite sur un ancien parking où on brûlait les carcasses des voitures volées la veille* », nous dit un responsable municipal.

Ce projet plaît à beaucoup d'habitants. Cependant les destructions ont aussi fait violence à d'autres qui expriment leur mécontentement, leur regret ou leur opposition. Ils ressentent essentiellement la disparition d'un lieu de vie et d'un lieu de mémoire. Le blog « 93200 Saussaie/Floréal/Courtille » est plein de photos montrant les pelleteuses en action, les immeubles en train de s'écrouler. Et beaucoup réagissent à ces images. Face à une photographie ancienne, en noir et blanc, montrant des jeunes devant le hall de l'un des immeubles détruits : « *et wai yavé grave de lambiance sou le porch ct mortel meme si yavé ke les grand dla cité voila koi!!* » (RkTA93, 30 mars 2005) ; « *il zété juste devan mon bat sa fou la rage pour sa on aimerai retourné en arriere* » (k-oula, 26 avril 2005). Devant une autre image de l'ensemble avant sa destruction : « *Merci pour ces photos. Le bâtiment 4 était le cœur de la Saussaie et même du kartier SFC. Les bâtiments ainsi que les habitants sont partis mais les souvenirs sont rester...* » (belaid, 01 avril 2007) ; « *jabiter juste la moi g la rage quand je voi sa g envi de pleurer* » (wahid lancien, 05 juin 2005) ; « *Ca s'était ché moi au premier a gauche jpourais vous en parlé pdt des heures de ces batiments on aura tout vecu la dedans le bien le mal et j'en garde ke des bons souvenirs. merci a toi hamid pour ton blog ki fait rpartir loin en arriere.* » (arnem, 18 novembre 2005). Face à une image qui montre une pelleteuse en train de détruire l'un des immeubles : « *puuutin c t mon bat g troooo la rage il été tro mortel on c tapé vla lé délir ds la terrass du bat 4 sa me done tro envi de pleurer mé on en garde vla lé souvenir é en + il é zon détrui pr rien ison mi un vieu truc a la place* » (k-oula, 26 avril 2005) ; « *TéMa iLs LeS OnT DéTrUiS Pr RiEn La VéRiTé...Y'a Koi à La PLaCe ??..... UnE PrAiRiE Qui SeRt à RiEn... ViDe !!* » (PaRiSiEn93200.SkYbLoG.CoM, 1 avril 2005) ; « *putain de foto de merde!!!! elle fou la rage 7 foto!!! mai bon g tjr les souvenir meme si les batimen on soté!!!* » (RIkTA93, 30 mars 2005). Encore devant une autre image des démolitions : « *a la more depuis pti jme taper ds bare ds c bat mtn il ont fee et vieu truc pr les chien fou le semmmmm mais tkt les souvenir reste* » (sfc, 05 janvier 2007) ; « *Les bâtiments sautent mais les souvenirs restent...* » (Nadia, 28 juin 2005) ; « *rien a dir apar ke maintenant sa fai un vide ds la cité!!* » (RIkTA93, 30 mars 2005)⁴.

Puis une autre parole, récurrente celle-ci car présente dans la presque totalité des entretiens et des points de vue recueillis : « *Gulliver n'a pas été bien accueilli* ».

⁴ Entre parenthèses date et signature de l'auteur du commentaire. Ces textes illustrent un certain rapport à l'écrit.

« *Maintenant ça va* », rassure la plupart des professionnels, quoique difficile à croire si on prend en compte les violences. Une jalousie à l'égard des bibliothécaires transpire du discours des autres professionnels et intervenants sociaux sur le quartier. « *Ils [les bibliothécaires] prennent la bibliothèque pour un lieu de la haute culture* ». animateurs, médiateurs et travailleurs sociaux sentent une concurrence forte à leur action. Depuis l'arrivée de la bibliothèque, ils ont été dépossédés d'un certain nombre d'actions culturelles qu'ils intégraient à leur travail, comme la lecture publique, et la présence de professionnels du livre apparaît comme une présence intellectuelle qui juge par sa seule présence le travail des autres. L'arrivée de professionnels de la culture a appauvri l'action des autres acteurs qui se sont trouvés dépossédés du capital savant. Comme s'il ne leur restait que du pur social à faire, c'est-à-dire des tâches moins valorisées. La frontière entre classes moyennes et populaires, tracée par le contrôle de la culture écrite, divise aussi les intervenants sociaux en classes. Et les bibliothécaires sont placés dans la portion supérieure d'une division qui s'opère au prix d'une violence symbolique considérable car elle ne peut se dire que de façon atténuée, comme par litote. Ainsi, on reproche aux bibliothécaires de ne pas avoir voulu embaucher « *des jeunes du quartier, ce qui aurait facilité les choses* ». « *Désolé, répond-on de l'autre côté, mais 'bibliothécaire' c'est un métier* ». Accusation et réponse curieuses car des « jeunes de cité » (mais d'autres « cités ») font bel et bien partie de l'équipe de la médiathèque.

Conflits dans un territoire constitué d'une superposition de quartiers

Le contexte conflictuel des bibliothèques de quartier est extrêmement complexe. Du point de vue de la bibliothèque, la situation des quartiers peut être représentée à partir d'un double clivage. Les individus qui parcourent le quartier se classent à partir de la perception que les uns et les autres ont du quartier et de son extérieur. Pour les uns, l'extérieur du quartier est perçu comme une menace, un danger ou un risque. Il apparaît sous l'image de la ville lointaine, chère ou difficile, du marché du travail bouché, exclusif ou incertain, d'une police raciste, d'une culture de la discrimination. Pour les autres, ce même extérieur constitue une forme de salut, d'assurance, où culture, emploi, formation, ville et institutions, les mêmes objets de la vie sociale, prennent pour eux des valeurs positives. Le quartier lui-même est ainsi traversé par deux oppositions fondamentales. Il y a premièrement l'opposition entre ceux qui habitent le quartier et ceux qui vivent du quartier. Vivent du quartier tous les professionnels des trente institutions et pas un seul n'habite le quartier, mais vivent du quartier également les habitants qui investissent dans le contrôle de l'espace public ou les trafics divers⁵. Ces trois groupes (habitants gagnant leur vie ailleurs, habitants investissant le quartier et intervenants extérieurs) se disputent le contrôle des institutions, de l'espace public et du territoire.

Puis, il y a une deuxième opposition fondamentale, concernant seulement les habitants du quartier, cette fois-ci. D'un côté de l'espace du quartier, il y a ceux pour qui « *s'en sortir* », c'est le quitter. Ce sont, par exemple, les parents qui vivent la cité comme un risque pour leurs enfants, ou ceux pour qui l'adresse « SFC » constitue un stigmate. De l'autre côté, nous trouvons ceux qui font leur vie dans le quartier et qui l'aiment, ceux pour qui, par exemple, « SFC » constitue « la plus grande cité du 93 », ceux qui savent qu'aucune destinée ne les attend ailleurs et qu'ils doivent y faire leur vie.

⁵ Pour une vision plus simplement économiciste des trafics dans les quartiers, voir Nasser Tafferant, *Le business, une économie souterraine*, Puf, 2007.

Si nous voulons comprendre ce que les incendiaires attaquent lorsqu'ils lancent un cocktail Molotov, il n'est peut-être pas inutile de se demander comment intervient l'action d'une bibliothèque dans cet univers conflictuel. Dans quel sens la politique de la bibliothèque agit-elle dans le quartier ? À la faveur de qui et de quoi ? À l'encontre de qui et de quoi ? À la faveur de ceux qui veulent s'en sortir ou de ceux qui veulent y rester ? Est-elle perçue comme une partie intégrante du quartier ou au contraire comme une intervention venant de l'extérieur ? Et les bibliothécaires ? Doivent-ils entrer et sortir du quartier avec précaution ou sont-ils maîtres chez eux ? La bibliothèque parvient-elle à dissocier le lien entre sens figuré et sens physique du mot « sortir », « *s'en sortir* » ? Ou, au contraire, cherche-t-elle à offrir à certains (ceux qui le voudront et le pourront) « *une chance de partir* » renforçant l'association « *sortir [du quartier] = s'en sortir [dans la vie]* » ?

La place que le livre et la parole écrite occupent dans la société constitue à la bibliothèque en un important enjeu social. Nous observons comment se jouent, à l'intérieur de l'espace du quartier, d'importants conflits opposant les différents secteurs qui composent les classes populaires. L'école et la maîtrise de la parole écrite avec qui la bibliothèque fait alliance se présentent certes pour beaucoup comme une voie d'intégration sociale, de réussite personnelle et d'approfondissement du rapport à soi, ou encore comme une voie d'accès à la « cité » – celle des citoyens, cette fois (Petit, 1997). Mais une partie de la population des quartiers voit dans ces mêmes institutions un système d'exclusion et de différenciation sociale. Ce sont celles qui définissent les règles d'un jeu dans lequel beaucoup ont perdu, d'autres se trouvent perdants, perdus ou avec peu de chances de se retrouver. Parce que consécration de la parole écrite, le livre matérialise une frontière sociale de nature symbolique. Je ne peux être indifférent au livre en tant qu'individu et, en même temps, le savoir un objet précieux aux yeux de mes ennemis sociaux, de ceux qui me doublent ou m'enfoncent.

Sur la base de cette opposition, on observe une mutation des cultures populaires dans laquelle se réédite partiellement un clivage ancien. Une culture populaire de type hip-hop, liée au rap, à un style vestimentaire, identifie une partie de la jeunesse. Cette culture n'est évidemment pas étrangère à l'écrit (comme nous venons de le voir par la transcription des extraits du blog SFC). Mais elle produit une écriture qui répond aux exigences de la langue parlée et des moyens de communication maîtrisés par le groupe (blog, téléphone portable, courriel, chanson – le rap entre sans doute dans le genre de la « chanson à texte » et du « populaire savant »). Dans le même mouvement social qui lui sert de support, cette culture populaire se trouve souvent en opposition aux exigences de la langue écrite officielle, institutionnelle, des livres et de l'école. Cette dernière répond à d'autres exigences, celles d'un autre groupe, et elle apparaît comme une langue étrangère à beaucoup d'habitants des quartiers. Le segment de la culture populaire émergeant à l'extérieur des institutions est aussi une culture de rue qui a rompu avec une tradition liée au livre, telle qu'elle avait été laborieusement travaillée par les traditions catholique et de gauche. Les militants catholiques, communistes et socialistes, syndicalistes et curés, enseignants, artistes et intellectuels se sont autrefois adressés aux classes populaires de manière à leur proposer un « marché » où pouvoir parler de ce qu'on avait lu représentait un atout important (Bourdieu, 1993). En effet, il faut se rappeler que si cette opposition a pu un temps être surmontée, c'est grâce à un travail politique important. En revanche, la situation actuelle renvoie à la vieille opposition entre le savant et le populaire. Une des choses observées immédiatement est l'impact de la professionnalisation du rôle de bibliothécaire pour les bibliothèques qu'on appelait avant « bibliothèques populaires » et qu'on nomme aujourd'hui « bibliothèques de

quartier » et même « annexes » dans le jargon des structures municipales. Ce ne sont plus des militants et des bénévoles qui définissent comme jadis les missions de la « lecture publique ». La professionnalisation change la politique de la bibliothèque qui cherche du côté de l'école et des instituteurs les alliances qu'elle trouvait avant avec les partis politiques et les militants. L'action de la bibliothèque s'institutionnalise et cherche à définir son programme non plus par la production d'une culture populaire mais sous la forme du « travail sur autrui » (Dubet, 2002).

Aujourd'hui, le livre et la rue s'opposent point par point. Il y a un lien très étroit entre la valeur de la parole écrite et un certain nombre d'exigences corporelles, d'une maîtrise de soi comme une maîtrise du corps. Le livre et la rue nécessitent chacun une dextérité spécifique, le plus souvent incompatibles. Aller vers l'une veut dire abandonner l'autre car il s'agit de deux groupes sociaux distincts et fréquemment en conflit. Dans une étude récente sur les « lecteurs précaires », Véronique Le Goaziou (2006) montre comment l'exigence de solitude, de quiétude, de silence et de concentration que le livre impose figure parmi les principaux éléments de retrait voire d'opposition à la lecture et j'ajouterais, au livre et à l'école.

Le clivage s'installe vite, non seulement parce qu'une partie de la population n'est plus en contact avec un marché où elle pourrait valoriser ses lectures mais parce que les deux camps en conflit ressentent comme menaçantes les conduites de l'autre et, en conséquence, ils les combattent avec ténacité. Exclue de l'école et de l'emploi, ils se sentent menacés par ceux qui assoient leur pouvoir sur la maîtrise de l'écrit. Auteurs, lecteurs, bons élèves et leurs parents, se sentent menacés par ceux qui font du bruit et s'agitent lorsqu'ils écoutent de la musique, dansent ou marchent dans la rue dans une cadence qui leur permet d'être reconnus dans l'espace public comme membres d'un groupe et non de l'autre.

Sens, significations et mémoires

Souvent, je me rends au quartier depuis Paris. Je prends le métro jusque la station Saint-Denis-Basilique puis je prends le bus 153 qui me conduit au quartier. À la descente du métro, dans le centre-ville de Saint-Denis, il y a un marché qui se tient deux fois par semaine en plein air sur la place à côté de la mairie. C'est un marché de pauvres. Des commerçants modestes qui vendent à des clients pauvres. Des chaussures à 3 € la paire, des vêtements pour enfants à 5 € (pyjamas et joggings), un short pour homme à 8 €, un ensemble en lin pour femme, signé Sergio Tacchini, à 20 €. On y trouve de tout. Piles, cassettes et DVD, outils, câbles, rallonges et multiprises. Il y a beaucoup de tissus, souvent d'inspiration arabe ou africaine. Tout est bon marché. J'y fais un tour en sortant du métro, je bois un express au café de l'Hôtel Jaurès et je prends le 153. Les premières fois, mon attention fut attirée par deux choses apparemment sans connexion entre elles.

Tout d'abord, j'ai été enchanté par l'histoire. Par la densité d'histoires contenues là, présentes sur le parcours même du bus. Le 153 passe à côté de la moyenâgeuse basilique de Saint-Denis et ses tombeaux de rois profanés par des révolutionnaires, il contourne la mairie communiste, s'arrête non loin de l'université Paris 8 (ex-Vincennes), passe devant le siège du journal *l'Humanité* au style Niemeyer (jamais je n'ai vu quelqu'un descendre du bus pour se rendre au journal). Puis, avant l'arrivée au quartier, le bus traverse l'avenue Lénine et longe le Parc de La Courneuve – qui est pour moi le parc de « la fête de l'Huma ». Dans le bus, je pense à l'entretien que j'ai eu quelques jours auparavant avec la directrice des bibliothèques où, entre mille autres choses, j'ai appris que la bibliothèque municipale détient un fonds historique important, nourri entre autres de fonds sur l'histoire ouvrière et des collections de

l'abbaye de Saint-Denis, confisquées au moment de la Révolution. Quelle charge symbolique immense contiennent ces quelques kilomètres carrés pour un intellectuel comme moi ! Je suis excité, puis je me demande en quoi la mobilisation de ces sens condensés là pourra m'aider à comprendre ce qui se passe aujourd'hui au sein des classes populaires ? Je n'oublie pas que ces lieux de mémoire ont beaucoup été travaillés par les historiens, que je l'ai lu et qu'il me sera difficile d'échapper à leur point de vue. Je ne peux pas m'en souvenir moi-même car je n'y ai pas vécu, ni mes aïeux. Cette mémoire-là, je ne pourrai que la lire, même si je l'entends par la bouche d'un interviewé ou que je regarde un monument. J'aurai un rapport à ce passé toujours médiatisé par la lecture. Et je ne peux pas oublier que dans l'écrit je trouve ces mémoires/sens institutionnalisés, politisés par l'écriture.

Ensuite, j'ai été étonné par la nature de ma compagnie dans ce bus qui va au quartier. Souvent, j'étais le seul individu de peau blanche dans le bus. Sauf parfois le conducteur ou les deux étudiants qui m'accompagnent « faire du terrain ». Sinon, ce sont majoritairement des femmes, mères de famille probablement, beaucoup avec leur caddie ou leur poussette. Il y a aussi quelques hommes, des jeunes pour la plupart. C'est un public assez homogène après tout, au moins à le regarder du point de vue de la race et de la classe. Un jour, un ami, ethnologue argentin est venu avec moi. Nous étions montés dans le bus et il a été immédiatement impressionné : « *Tu ne peux pas ne pas prendre en considération le thème de l'immigration. C'est incroyable, il n'y a même pas un seul Français* ». Je crois qu'il mâchait sa phrase depuis la gare du Nord où l'on avait pris cette fois le RER B. Comme tout le monde, nous sommes descendus à l'un des arrêts du quartier et nous marchions en silence dans les rues vides de l'hiver. Je pensais que son observation était juste, mais je savais aussi que les choses sont complexes. Premièrement parce que parmi ces noirs et ces arabes, il y en a beaucoup qui sont de nationalité française, ce qui ne veut pas dire qu'ils se sentent ni qu'ils soient toujours traités comme des « Français », et deuxièmement parce que une bonne partie des habitants du quartier (la majorité) sont blancs. Mais ceux-ci sont moins visibles dans l'espace public, et plus difficilement identifiables, car ils prennent leur voiture pour sortir du quartier vers la ville. Nous venons toujours aux quartiers avec des images que nous voulons confirmer. Le bus en est une condensation.

J'essaye alors de lier mes deux étonnements. Les mémoires évoquées par ces lieux et les habitants qui rentrent au quartier par bus, depuis le marché. Qu'y-a-t-il de commun entre leur expérience et la mienne ? Dans quelle mesure ces condensations de sens qui m'enchantent renvoient à des mémoires qui sont les leurs ? Ma sociabilité de lecteur me lie à ces mémoires d'une façon singulière qui se distingue fortement de celles des passagers du bus. Il y a là une fragmentation qui peut aider à comprendre la situation des bibliothèques et des bibliothécaires dans les quartiers. De qui les bibliothécaires sont-ils socialement plus proches ? De moi, sociologue habitant et travaillant à Paris, ou des habitants qui devraient venir lire dans leurs locaux ? Mais la fragmentation n'est pas seulement entre classes moyennes et classes populaires. Il y a aussi un éclatement dans les productions de sens à l'intérieur même des classes populaires. Dans leur sein, il y a des individus qui peuvent activer ces mémoires que j'évoque. Mais il y en a qui ne le peuvent pas, voire à qui ces mémoires font violence. L'une des premières fois où je me rendais au quartier, j'ai trouvé à proximité de la bibliothèque un tract distribué par la mairie faisant la publicité d'une exposition intitulée « Saint-Denis populaire, 1936-2006 ». Ce dépliant était construit autour de textes et d'images de l'époque du Front populaire. Aucune image ne parlait du présent. Sûrement que ses concepteurs pensent que ces souvenirs parlent grandement aux classes populaires d'aujourd'hui. Ou peut-être que si ce n'est pas le cas, il faut une action pédagogique en faveur du lien entre 1936 et 2006. En rentrant à la bibliothèque du quartier, je me suis rendu

compte que ce tract était sorti de ses locaux, que la bibliothèque était le véhicule du message. Et j'ai compris qu'il y avait un lien étroit entre ces questions de mémoires et de couches de population superposées dans un même espace qui m'intriguaient et les livres dans la bibliothèque. Quelles mémoires véhiculent les livres ? C'est une question importante dans un pays qui, comme la France, doit avoir l'une des densités historiographiques les plus importantes au monde.

Nous avons déjà évoqué le clivage socioculturel qui agit sur la conjoncture actuelle par la parole écrite. Afin de comprendre le lien entre les violences et les bibliothèques de quartier, nous nous proposons de prendre les pierres et les cocktails lancés contre les premières comme étant des messages⁶. Il n'y a pas que les livres pour abriter des productions de sens. Ces autres messages de pierre devraient nous permettre de mieux comprendre les rapports de la bibliothèque et de l'école à la culture populaire. En effet, incendies et caillassages parlent autant de ceux qui lancent pierres et cocktails Molotov que des écoles et des bibliothèques auxquelles ils s'adressent. Une interprétation culturelle du conflit nous oblige à interroger les productions de sens, qui se superposent, cohabitent et entrent en compétition au sein de l'univers populaire comme autant de mémoires empilées les unes sur les autres. À la manière de Roger Chartier (2005), nous pouvons interroger la parole écrite comme étant essentiellement un lieu de mémoire. Quelles sont les mémoires inscrites dans les livres ? Ne peut-on penser que l'hétérogénéité des classes populaires renvoie aussi à leur capacité à interpréter le monde en fonction de mémoires distinctes et différenciées et qui peut-être ne communiquent pas entre elles ? Quels sont les éléments outils à la compréhension des mobilisations contemporaines que la mémoire populaire peut fournir à un militant expérimenté telle qu'elle se trouve écrite et condensée dans ce que nous appelons « mémoire ouvrière » ? Dans quelle mesure la mémoire à laquelle donne accès l'écrit permet de donner sens aux conflictualités actuelles ? Ne renvoie-t-elle pas plutôt nombre de productions vers le non-sens ? Quel livre un bibliothécaire pourrait-il aller chercher dans les rayons afin de comprendre pourquoi ces individus qu'il appelle « jeunes » et qu'il tente d'aider lui lancent des cocktails enflammés ?

Nous n'avons pas fini d'explorer cette piste et nous ne savons pas si elle fructifiera. Mais une chose est sûre, il faut reconstruire le parcours social et politique de la classe des bibliothécaires. Y-a-t-il dans les modes de formation et de recrutement des bibliothécaires une forme de compréhension des violences par radiographie des destinataires des attaques ? Quel est leur lien avec les enjeux de pouvoir local ? Quel est le poids de la vocation politique dans les parcours de bibliothécaire ? Ce sont des questions ouvertes. Ce que nous savons c'est que la compréhension de la relation sociale constitutive d'une bibliothèque, entre les bibliothécaires et leur public (et leur non-public), ne peut pas être comprise uniquement par une étude de ces derniers. Peut-être que la sociologie propose trop souvent une radiographie des publics, des usages et des lectures comme seul moyen de comprendre la bibliothèque.

Les bibliothèques dans le tourbillon politique

On pourrait penser que les quelques réflexions présentées ici sont tributaires des observations faites en Seine-Saint-Denis. Que ce que nous avons observé dans le quartier de la Saussaie-Floréal-Courtille ne vaut que pour Saint-Denis ou pour le « 93 », sa politique et les mémoires mobilisées dans ce territoire. Il n'en est rien. Le

⁶ Nous avons déjà proposé une lecture des violences dans ces termes (Merklen, 2006a).

contexte local a évidemment une singularité qui lui est propre. Mais les conflits que nous y observons ne sont que l'expression locale d'une problématique nationale. Une étape ultérieure de notre travail devrait permettre, par comparatisme, de mieux préciser le mélange du local et du sociétal présent dans nos observations. Mais nous espérons que la lecture de cette communication ne sera pas restreinte à une simple description de ce qui se passe dans les quartiers mythiques du nord de la banlieue parisienne.

Si nous voulons comprendre la relation entre la politique des bibliothèques et les violences sociales, nous devons faire un effort pour comprendre les deux actions – l'intervention locale des pouvoirs publics à travers les bibliothèques et les pierres lancées contre elles – comme faisant partie d'un échange entre groupes et catégories sociales. Et les messages échangés parlent avant tout de ce qu'est une bibliothèque, comment elle est vue, ce qu'elle représente. Ces messages doivent nous parler (nous autres travailleurs de l'écrit) essentiellement de nous et de notre travail. Nous avons vu que face à l'écrit, comme face à tout le reste, les positions diverses des classes populaires sont loin d'être uniformes. On y voit des oppositions entre les habitants eux-mêmes. Mais on entend une voix également puissante qui nous renvoie à notre propre position sociale.

Une force centripète déconcentre la politique par un investissement du lieu de vie comme étant un lieu du politique. Cette force exprime une volonté manifeste de désenclavement du quartier pour le ramener au centre de l'activité politique et pour rappeler que ces territoires font aussi partie de l'espace public. En même temps, dans cette nouvelle « politicité » populaire (Merklen, 2006b) nous observons un investissement du quartier comme territoire du groupe, comme lieu d'appartenance, comme source d'identité et comme moyen d'accès à des ressources variées. C'est ce que nous avons souligné plus haut comme étant à l'origine du conflit entre ceux qui cherchent à s'approprier du quartier et ceux qui cherchent à « s'en sortir ». Mais, cette double volonté d'inscription du territoire local dans l'espace du politique et d'investissement de ce même territoire comme lieu de vie est à la base d'une tension fondamentale qui traverse l'univers populaire et dont les victimes ne sont pas seulement les bibliothèques mais les institutions en général et les habitants en particulier. D'un côté, les classes populaires poussent vers l'inscription territoriale du groupe ; de l'autre, elles tirent vers une inscription dans la communauté des citoyens, en tant qu'individus.

Encore une fois dans quel espace s'inscrit la bibliothèque ? Dans un sens, son action vise l'intégration sociale des individus, leur accès au « droit de cité », comme l'a justement souligné Michèle Petit (1997). Mais, dans un sens pas tout à fait concordant avec le premier, l'action des bibliothèques apparaît comme un projet porteur de sens, comme un emblème, comme lieu de mémoire où les mémoires sont classées et qualifiées, légitimées. C'est dans ce double sens que la bibliothèque intègre l'univers des classes populaires. Elle n'est pas seulement un projet de la République, de démocratisation. Nous devons nous interroger sur les mémoires qu'elle véhicule et représente en tant qu'institution culturelle. Dans quelle mesure ces mémoires servent de support aux habitants ? À quels habitants ? Pour quoi faire ? Dans un sens, les bibliothèques de quartier s'apparentent à l'espace public, comme un lieu que chacun peut investir des contenus divers. Mais, dans l'autre, elles constituent l'emblème d'un groupe, son projet de transformation social, son support matériel et symbolique. Dans ce cas, la bibliothèque devient objet de conflit car son action s'oppose à celle des autres groupes qui se sentent attaqués par elle. Nos premières impressions nous mènent à penser que même lorsqu'elle se présente et se veut comme un espace public (comme dans le cas de la médiathèque Gulliver), les bibliothèques de quartier se trouvent prises au milieu de conflits sociaux

qui les dépassent et qui renvoient leur action à la place de l'emblème d'un groupe social singulier.

53^e Congrès de l'ABF -LES PUBLICS
Nantes 8-11 juin 2007
Session 2 Enquêtes de notoriété et image des établissements

Denis Merklen
Sociologue, Université de Paris 7 et Centre d'études des mouvements sociaux,
EHESS

Remerciements : *Si ce travail ne sert pas aux bibliothécaires de quartier, il est inutile. Il leur est dédié. Je remercie tout particulièrement la médiathèque Gulliver, Marie Ransart sa directrice, et chacun des membres de son équipe. Ils nous ont donné accès au quartier, nous ont dédié leur temps et confié leur parole, ils nous ont accueilli dans des conditions excellentes. Je remercie également la directrice des bibliothèques de Saint-Denis, Florence Schreiber. Elle nous a ouvert les portes de l'institution, fourni des contacts et des références, et a eu le courage de nous inviter au Congrès de Nantes ! Tous ont été d'une grande générosité intellectuelle. Ma gratitude aussi va à toutes les autres personnes que nous avons rencontrées et interviewées. Jordan Belgrave et Vincent Lévy, étudiants en master à l'Université Paris Diderot – Paris 7, nous ont accompagné sur le terrain de Saint-Denis avec enthousiasme et intelligence. Le bureau Études et recherches de la Bpi a fait confiance aux intuitions du novice du monde du livre que je suis. Merci à Numa Murard, « coéquipier » de cette recherche et soutien permanent. Merci enfin à Anne Kupiec, lectrice attentive.*

Bibliographie

- Althabe, Gérard, « Procès réciproques en HLM », Urbanisation et enjeux quotidiens, L'Harmattan, 1993, p. 13-47.
- Bertrand, Anne-Marie, Les bibliothèques, La Découverte, 2004 (Repères)
- et Kupiec, Anne, Ouvrages et volumes. Architecture et bibliothèques, Éditions du Cercle de la librairie, 1997.
- et Burgos, Martine, Poissenot, Claude et Privat, Jean-Marie, Les bibliothèques municipales et leurs publics. Pratiques ordinaires de la culture, Bibliothèque publique d'information, 2001.
- Bourdieu, Pierre, « La lecture : une pratique culturelle », Chartier, R., Pratiques de la lecture, Payot, 1993.
- Chartier, Roger, Inscrire et effacer : Culture écrite et littérature (XI^e-XVIII^e siècle), Gallimard, 2005.
- Douglas, Mary, De la souillure. Essai sur les notions de pollution et de tabou, La Découverte, 2001
- Dubet, François, Le déclin de l'institution, Seuil, 2002.
- Lahire, Bernard, La culture des individus. Dissonances culturelles et distinction de soi, La Découverte, 2004.
- Le Goaziou, Véronique, Lecteurs précaires. Des jeunes exclus de la lecture ?, L'Harmattan, 2006.
- Madec, Annick, Chronique familiale en quartier populaire, La Découverte, 2002.
- Merklen, Denis, « Paroles de pierre, images de feu. Sur les événements de novembre 2005 », Mouvements n°43, janvier-février 2006a, pp. 131-137.
- « Une nouvelle politicit  pour les classes populaires. Les piqueteros en Argentine », Tumultes, n°27, novembre 2006b, pp. 173-201.
- Pasquier, Dominique, Cultures lycéennes : La tyrannie de la majorité, Autrement, 2005.
- Petit, Michel et allii. : De la bibliothèque au droit de cité. Parcours de jeunes,  ditions de la Bpi, 1997.
- Tafferant, Nasser : Le business, une économie souterraine, Puf, 2007.

BIBLIOTHECAIRE, AILLEURS, AUTREMENT

Pouvez-vous imaginer votre Bibliothèque Nationale sans budget d'acquisitions? Votre bibliothèque de lecture publique favorite sans prêt à domicile? Le personnel des bibliothèques sans formation professionnelle? Ces exemples (et bien d'autres) sont monnaie courante dans les pays du sud.

Je me suis trouvée confrontée à cette réalité dès mon arrivée en Bolivie, en automne 2000. J'étais partie avec E-CHANGER, une ONG suisse romande. Les volontaires E-CHANGER signent habituellement un contrat de trois ans pour travailler dans des projets liés à l'éducation, la santé, l'environnement ou encore le renforcement institutionnel. Les projets en bibliothéconomie sont rares, ce secteur étant encore très peu développé, faute de moyens financiers et de volonté politique. J'ai eu la chance de travailler dans mon champ d'activité professionnelle en Bolivie et au Nicaragua jusqu'à l'année dernière.

Il faut dire en préambule que, dans la plupart des pays d'Amérique latine, le livre souffre de multiples handicaps:

- il est rare: l'édition sud-américaine n'est pas très abondante. Beaucoup de livres sont importés, principalement d'Espagne ou des Etats-Unis
- il est cher: un professeur bolivien gagne 250 à 300 francs par mois. Comment se payer des livres qui coûtent quasiment le même prix qu'en Europe?
- la population manque d'éducation: près de 20% d'analphabétisme en Bolivie, plus de 30% au Nicaragua. De plus, l'habitude de la lecture n'est pas du tout ancrée dans les mœurs
- les bibliothèques sont très pauvres et n'offrent généralement pas de prêt à domicile. Les étudiants boliviens sont les champions de la photocopie. Autour de toutes les écoles, les officines de photocopieuses abondent. L'édition pirate est aussi florissante. Les droits d'auteur? C'est un luxe qu'ils ne peuvent pas se permettre.
- le comble: en Bolivie, si un livre se perd ou n'est pas rendu, son prix est déduit du salaire du bibliothécaire...

Bolivie

Avec 60% de sa population qui vit avec moins de deux dollars par jour, la Bolivie est le pays le plus pauvre de l'Amérique du Sud. Des hauts plateaux andins à la jungle amazonienne, ce magnifique pays aux ressources naturelles abondantes ne parvient pas à assurer une vie décente à ses habitants. Si la situation semble s'améliorer depuis l'arrivée au pouvoir de Evo Morales, premier président indigène du continent, les conditions de vie de la population sont bien difficiles. Dans un tel contexte, les bibliothèques ne pèsent pas lourd.

Durant les trois années passées à Tarija, petite ville du sud de la Bolivie, j'ai eu l'occasion d'apporter un appui à différentes bibliothèques et centres de

documentation. Ma tâche principale fut l'aide à la réorganisation du centre de documentation d'une école qui accueille des enfants et jeunes adultes handicapés mentaux. A mon arrivée, j'y ai trouvé quelques centaines d'ouvrages sur le thème du handicap et de l'enseignement spécialisé, dont une bonne partie inutilisable: innombrables doublets, livres aux théories dépassées, photocopies d'ouvrages à peine lisibles... Et cette bibliothèque était la mieux lotie de la ville, les étudiants des facultés de psychologie et ceux de l'Ecole normale la fréquentaient assidûment! J'ai vite constaté que seulement une petite centaine d'ouvrages valait la peine d'être récupérés. Alors commença mon véritable apprentissage sud... Le livre est tellement rare et cher qu'il en devient objet de vénération. Eliminer un livre est un crève-cœur. Diplomatie, éloquence, force de persuasion et, surtout, promesse d'achats de nouveaux livres avec l'argent versé par les personnes de notre groupe de soutien en Suisse, il a fallu tout cela pour arriver à un résultat. Aujourd'hui, ce centre offre quelque 500 ouvrages modernes et attractifs sur les thèmes qu'il documente.

Nicaragua

A l'instar de la Bolivie, le Nicaragua est un beau pays habité par un peuple très pauvre mais chaleureux, accueillant et courageux. Et il en faut du courage pour s'accommoder d'un système politique corrompu et défaillant, d'un climat qui peut se révéler cruel ou encore des échos d'une guerre civile qui a mis le pays au bord de l'abîme.

J'ai travaillé pendant deux années à l'Institut d'Histoire du Nicaragua et d'Amérique Centrale (IHNCA) de l'Université Centroaméricaine de Managua, la capitale. L'institut possède une très bonne bibliothèque. Les chercheurs, historiens, journalistes et curieux, y trouvent une foule de documents introuvables ailleurs. Pendant l'été, les gens viennent des Etats-Unis, de France, d'Allemagne, de Suisse ou d'ailleurs pour consulter les fonds de livres imprimés, les archives sonores, les cartes ou les collections de photographies de cette bibliothèque atypique. Il faut dire que l'Université appartient aux Jésuites et que les moyens dont dispose la bibliothèque sont conséquents: 2000 à 3000 dollars de budget d'acquisitions annuel, c'est tout simplement Byzance. La Bibliothèque Nationale, par exemple, ne reçoit pas un sou du gouvernement.

La bibliothèque de l'institut avait besoin d'une professionnelle pour former son personnel. Il faut dire qu'il n'y a aucune école de bibliothécaires au Nicaragua. Les gens qui travaillent en bibliothèque ne sont pas diplômés, sauf de rares exceptions qui se sont formés à Cuba ou au Costa Rica.

J'ai donc accompagné la douzaine de bibliothécaires de l'IHNCA dans leur travail quotidien. Je leur ai donné des cours de bibliothéconomie de base. J'ai appuyé le renforcement institutionnel de la bibliothèque, notamment par l'élaboration et la mise en œuvre d'un manuel de procédures. Ces deux années ont passé très vite. Mes collègues étaient motivés, désireux d'apprendre leur métier, avides de connaissances. La direction s'est montrée ouverte à mes suggestions, audacieuse

même. Installer un rayon d'ouvrages de référence en libre-accès dans la salle de lecture, il fallait oser! Dans un pays où les bibliothécaires gardent jalousement leurs livres dans des magasins bien fermés, autoriser le simple lecteur à consulter un ouvrage sans remplir une fiche au préalable, le pas n'était pas évident. J'ai vécu beaucoup de petits bonheurs comme celui-là.

Si j'ai apporté mes modestes connaissances au pays des volcans, mon séjour a été riche d'enseignements. J'ai rencontré des gens merveilleux qui m'ont appris à penser et à vivre autrement que dans notre société moderne et souvent superficielle. J'ai découvert un continent, une culture, une langue, mille choses qui, aujourd'hui, me font voir le monde d'une autre manière.

Rosemarie Fournier
fournier.rosemarie@yahoo.fr

A quoi vous avez échappé

Il existe certains problèmes inhérents aux bibliothèques sud qui épargnent les privilégiés que nous sommes. Aperçu non exhaustif:

- la colonisation par des puissances étrangères a souvent eu pour effet d'appauvrir le patrimoine national. Les "conquistadores", qu'ils soient espagnols ou américains, ont pillé les trésors culturels des pays latinos: œuvres d'art mais aussi livres précieux, archives étatiques ou autres documents de valeur. Beaucoup d'ouvrages anciens du Nicaragua se trouvent actuellement dans les bibliothèques des Etats-Unis ou d'Espagne.
- les guerres et les révolutions provoquent des destructions de documents, volontaires ou non: bombardements mais aussi "épuration" des documents destinée à dissimuler ou modifier certains chapitres de l'histoire du pays.
- le climat est une composante incontournable des pays tropicaux. Les tremblements de terre, les éruptions volcaniques, les cyclones, les inondations... toutes ces catastrophes naturelles menacent les bibliothèques et leurs collections. En 1972, un tremblement de terre à Managua a détruit la quasi-totalité des documents de la Bibliothèque Nationale.
- les insectes tropicaux sont redoutables. Même dans une bibliothèque aussi bien tenue que celle de l'IHNCA, nous n'étions pas à l'abri d'une invasion de termites, par exemple. Celles-ci creusent des galeries et font leurs nids dans les livres, laissant souvent intacte la reliure. Quand on constate les dégâts, il est déjà trop tard.

E-CHANGER - <http://www.e-changer.ch>

L'organisation non gouvernementale E-CHANGER est basée à Fribourg. Depuis près de 50 ans, cette association envoie des coopérants volontaires dans des pays du sud. Aujourd'hui, ce sont environ 45 volontaires qui sont engagés dans 6 pays, essentiellement en Amérique latine. Les projets que soutient E-CHANGER sont toujours des projets proposés par des organismes sud. C'est la bibliothèque de l'IHNCA qui a pris l'initiative de demander une volontaire suisse, et non l'inverse. En outre, ce qui distingue E-CHANGER, c'est sa volonté de favoriser les échanges nord-sud. Ainsi, les coopérants doivent maintenir une "ligne ouverte" avec la Suisse. Ils parlent de leur travail, de leur pays d'adoption, de la population dont ils partagent le quotidien. Ils le font à travers lettres circulaires, articles de presse, messages personnels et souvent par le biais de leur propre site internet. Les passerelles ainsi jetées d'un pays à l'autre contribuent à une meilleure connaissance et compréhension de l'autre.

CINFO - <http://www.cinfo.ch>

Le centre d'information CINFO se trouve à Bienne. Ses collaborateurs informent, conseillent et forment les personnes désireuses de travailler dans la coopération internationale, en Suisse ou à l'étranger. CINFO possède un excellent centre de documentation sur tous les thèmes liés à l'humanitaire et au développement. Il publie en ligne un bulletin des postes vacants, le CinfoPoste.



Cours bibliothéconomie IHNCA Managua

RENFORCER LA COOPERATION INTERNATIONALE DANS LE DOMAINE I+D

Création d'une antenne de référence à la HEG-Genève

Recherche de soutien après de la Direction du développement et de la coopération (DDC)

Depuis plusieurs années, de nombreuses actions de coopération dans le domaine de l'information documentaire (ID) sont menées depuis la Suisse, notamment envers des pays d'Afrique et d'Amérique du Sud. Ces projets sont très variés et vont de la création de bibliothèques ou de centres de documentation à la formation de professionnels dans divers domaines, en passant par la formation à l'utilisation des ordinateurs et la fourniture d'accès à Internet. Toutes ces initiatives ont un point commun : elles visent à offrir l'accès à l'information sous ses formes les plus diverses au plus grand nombre. Cependant, ces actions ne sont que peu ou pas coordonnées entre elles. De plus, elles sont menées soit par diverses institutions plus ou moins reconnues, soit par des individus sur leur propre initiative.

A l'occasion du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI), les professionnels de l'information ont pris conscience de l'absence de coordination entre les divers projets de coopération en ID et des conséquences que celle-ci entraîne : lenteur des démarches, erreurs répétées, etc. C'est dans le but d'améliorer cette situation que l'association Swiss Librarians for International Relations (SLIR) a proposé le sujet de notre travail de diplôme.

Pour répondre aux besoins du SLIR ainsi qu'à ceux des acteurs de la coopération au développement en ID nous avons travaillé sur trois points principaux qui ont constitué les objectifs de notre travail de diplôme :

- Créer un répertoire présentant de nombreuses actions de coopération menée dans le domaine de l'ID ;
- Réfléchir à la création d'une antenne de référence à la Haute Ecole de Gestion (HEG) à Genève et émettre des propositions quant à ses buts, son fonctionnement et ses partenariats ;
- Rédiger un dossier visant à inciter la Direction du développement et de la coopération (DDC) à soutenir davantage les projets menés en ID et à mieux intégrer ce domaine au sein des projets qu'elle soutient.

Après avoir rencontré de nombreux acteurs de la coopération en ID, cinq aspects nous paraissent traduire les principaux besoins des personnes ou organisations suisses réalisant des projets de coopération en ID. Ces constats permettent également de prendre connaissance de la situation de la coopération au développement dans le domaine de l'ID en Suisse.

Les besoins de la coopération en ID suisse

1. Valoriser les projets de coopération en ID
2. Coordonner les projets de coopération en ID
3. Fournir des informations au sujet de la coopération en ID
4. Promouvoir les possibilités d'action de l'ID au sein de la coopération
5. Sensibiliser les autorités suisses à l'importance des projets de coopération en ID

Solutions proposées

Les cinq constats exposés ci-dessus résument les causes des principaux problèmes affectant la coopération au développement en ID. C'est sur la base de ces constats et des besoins qu'ils traduisaient que nous avons élaboré trois moyens visant à améliorer la situation actuelle.

Le **répertoire d'actions de coopération** en ID offrira aux acteurs du domaine un état des lieux leur permettant de rationaliser et de coordonner l'aide. De plus, il permettra aux projets en ID et à leurs initiateurs de se faire davantage connaître.

L'**antenne de référence de la HEG**, permettra, grâce à son aspect de plate-forme d'échange, de coordonner les actions de coopération menées dans le domaine de l'ID et servira de vitrine à ces actions en leur offrant une meilleure visibilité sur le plan national et international. De plus, cette antenne permettra aux intéressés de tisser des liens et de faciliter l'échange d'information sur le domaine, ce qui facilite la réalisation d'actions de coopération.

En outre, par le biais du **dossier destiné à sensibiliser la DDC**, une meilleure reconnaissance et un meilleur soutien seront accordés aux projets de coopération en ID de la part des autorités suisse. En effet, ce dossier devrait inciter la DDC à reconnaître davantage le domaine de l'ID, ses professionnels, et à mieux l'intégrer au sein des projets qu'elle soutient.

Conclusion

Avec la réalisation de notre travail de diplôme, nous espérons avoir réellement contribué à valoriser et à renforcer les actions de coopération en ID sur le plan national et international. Cependant, d'autres actions seront nécessaires pour que le domaine de la coopération en ID soit plus soutenu et prenne plus d'importance, c'est pourquoi nous encourageons les personnes actives dans ce domaine à persévérer dans réalisation dans leurs projets, à continuer à les faire connaître autour d'elles ainsi qu'à collaborer encore davantage entre elles.

Si vous souhaitez consulter notre travail de diplôme ainsi que le répertoire d'action de coopération en ID, nous nous ferons un plaisir de vous le transmettre. Ecrivez-nous à l'adresse suivante : travaildediplome@yahoo.fr .

Sabine Ebner
Evelyne Gonzalez
Stéphanie Perroud
Céline Zuber

ENTRE DEUX VAGUES ENTRE DEUX VAGUES DEUX VAGUES

VIVE LE BIBLIOBUS !

Qui prétend que les bibliobus sont dépassés ? Et qui a dit que les gens ne lisaient plus ?

Un troisième bibliobus arrive dans le Jura pour faire face à la demande croissante de la population jurassienne.

La radio locale "Fréquence Jura" met sur le net une petite vidéo de 2 minutes avec interview du nouveau bibliothécaire !

<http://www.bnjmultimedia.ch/scripts/modules/videos/listall.aspx?idn=67&vid=412>



OUTIL DE RECHERCHE SOLIDAIRE

Lassés de l'omniprésence de Google ? Choisissez de surfer solidairement en utilisant le moteur de recherche par défaut VEOSEARCH.

Il suffit de s'inscrire lors de la première visite, puis d'examiner la liste des projets soutenus et de choisir, grâce à de petits clips vidéo, ceux auxquels on souhaite adhérer.

A partir de là, chaque recherche sur le moteur contribue à soutenir financièrement les actions sélectionnées en Bolivie, en Inde, au Tadjikistan ou ailleurs.

Rosemarie Fournier via Swisslib, 31 janvier 2008

<http://www.veosearch.com/>



KNOL VERSUS WIKIPEDIA

Si l'internaute se trouve parfois perdu dans la jungle des résultats d'une recherche sur Google, il peut aussi parfois douter de l'impartialité d'une réponse trouvée dans Wikipédia puisque chaque intervenant peut modifier les informations données dans l'anonymat le plus complet.

Conscient du succès de la mise en commun des connaissances, Google s'est décidé à créer une encyclopédie interactive sur le modèle de sa rivale. Annoncée pour l'année prochaine et baptisée Knol, nom forgé à partir du mot knowledge, elle se distinguera de Wikipédia par la mise en avant des contributeurs.

Chaque internaute créera sa page personnelle en présentant son profil et en mettant son savoir en ligne.

Autre différence fondamentale, Knol sera ouverte à la publicité. L'internaute pourra accepter des encarts publicitaires et recevoir une partie des recettes réalisées par l'annonceur... Ceci poussera un spécialiste à créer une nouvelle page plutôt que de commenter une page existante sur laquelle il ne touchera aucun revenu.

Aujourd'hui une grande partie des recherches sur Google aboutit à des listes de résultats ayant en tête des liens vers Wikipédia. La crainte avec Knol est de voir le chercheur retenu captif au long des trois premières étapes de recherche : la page de recherche, la page de résultats et enfin Knol. S'il a trouvé sa réponse, l'internaute n'aura pas quitté le site Google...

La Tribune de Genève, 18 décembre 2007

ARCHIVES SONORES

Depuis plus de 20 ans, la Phonothèque nationale, située à Lugano, archive le patrimoine culturel sonore de la Suisse et le met à disposition du public intéressé. Aujourd'hui, la collection englobe plus de 260'000 supports sonores, et chaque année, environ 10'000 nouveaux documents viennent s'y ajouter.

Jusqu'à maintenant, tous ces documents ne pouvaient être consultés que sur place. La numérisation des fonds va permettre à l'avenir d'écouter les documents sonores de la Phonothèque dans les archives et bibliothèques de toute la Suisse. La Bibliothèque nationale est la première à mettre à disposition de son public un poste de travail avec un accès direct à ces fonds numérisés.

http://www.nb.admin.ch/slb/dienstleistungen/online_katalog/00460/index.html?lang=fr

EXCHANGE LIBRARY PROJECT

Bibliothèques Sans Frontières est une ONG franco-américaine. Elle s'est donné pour mission de faciliter l'accès aux livres dans les pays en voie de développement et de développer l'échange des livres et des réseaux

académiques. Elle vise à créer de nouvelles bibliothèques par l'envoi de livres et de périodiques aux bibliothèques de tous niveaux qu'elles soient universitaires ou communales.

L'Exchange Library Project
est un programme de



bibliothèques sans frontières

<http://www.e-l-p.org/>

ARCHIVES POUR MELOMANES

Le Grand Théâtre de Genève met ses archives en ligne.

Le site couvre l'ensemble des activités de 1962 à nos jours.

La base de données recense de manière exhaustive les informations sous forme textuelle des opéras, ballets, récitals, concerts et également des tournées chorégraphiques et lyriques produites ou accueillies par le Grand Théâtre.

Par ailleurs, elle offre des renseignements et des documents relatifs aux productions tels que : photographies de scène, de répétitions, affiches de spectacle, maquettes de costumes, presse (documents consultables pour la plupart aujourd'hui en format image).

Ces documents visuels ne sont disponibles, pour l'instant, que pour environ 10% des productions, à savoir : 30 productions de 1962 à 1981 et 80 productions de 1999 à ce jour.

En cours de développement, la base de données n'aura de cesse de s'enrichir de nouveaux documents au fil du temps.

<http://www.geneveopera.ch/index.php?id=55>



ALLO BIBLIO ECHOS



A LA UNE DE LA FAO

Le fait est assez rare pour figurer en tête de notre rubrique : la FAO a consacré sa première page au discours de Monsieur Moutinot, prononcé le 2 octobre 2007, à l'occasion du départ à la retraite de Mme Catherine Santschi.

L'homme politique félicite Mme Santschi pour sa longévité à la tête des Archives d'Etat et se réjouit que l'archiviste ait insisté pour numériser les registres de Calvin.

Il reconnaît l'importance du travail effectué, qui par le choix et le classement des 17 kilomètres d'archives genevoises, rend le passé disponible.

FAO, 7 nov. 2007

UN ART ENFANTIN

Il reste encore quelques semaines pour se rendre à la BAA pour y découvrir son exposition "Un art enfantin : les livres pour enfants illustrés par des artistes".

Comment les artistes perçoivent-ils les enfants, comment transmettent-ils une histoire ou leur art ? L'exposition aborde ces différents points par l'exemple et présente aussi des livres illustrés réalisés par des enfants.

A voir jusqu'au 31 mai 2008.



*Bibliothèque d'art et d'archéologie, Promenade du Pin 5
Lundi-vendredi : 9h - 18h, samedi : 9h - 12h*

BOOK HOUSE

Oki Sato est architecte et s'intéresse à "l'hyper fonctionnalité dans le logement urbain". Sa quête de rationalité l'a conduit à construire en 2005, la Book House.

Il a transformé la paroi extérieure d'une résidence privée en lui donnant l'aspect de rayonnages de bibliothèque. Ainsi les visiteurs peuvent jeter un coup d'œil sur les collections des propriétaires et les propriétaires jouirent de murs semi-transparents.

Les ombres projetées des livres forment un motif dynamique, de la « poésie technologique » selon l'artiste japonais.



Oki SATO / nendo, book house, 2005.

ArchiLab 2006 Japon

<http://www.archilab.org/public/2006/pdf/06 equip.pdf>

MASTER HELVETICO-CANADIEN

Dès la rentrée universitaire 2008, la filière Information documentaire de la Haute école de gestion de Genève offrira un « master de Bologne » développé conjointement avec l'Ecole de bibliothéconomie et des sciences de l'information de l'Université de Montréal.

Il s'agira d'un « programme de master/maîtrise conjoint en information documentaire » avec une spécialisation dans le domaine de la gestion stratégique et l'organisation des structures documentaires de grande importance.

Une quinzaine d'étudiants seront admis à suivre les cours qui se dérouleront à Montréal la première année et à Genève la deuxième.

http://www.hesge.ch/heg/master_id/

LECTURE CONTRE AMENDES

Au Kentucky, un plan nommé Fresh Start Club propose aux élèves insolubles de moins de 17 ans de payer leur amende de retard en lisant des livres.

Les élèves doivent lire en bibliothèque. Leur temps de lecture est converti en dollar : chaque minute équivaut à 10 cents.

Les amendes étant limitées à 10 dollars, les élèves pratiquent aussi les mathématiques pour calculer les heures dues à la bibliothèque !

<http://www.wayodd.com/kids-teens-pay-library-fines-by-reading-books/v/8835/>

PENURIE DE BIBLIOTHECAIRES SCOLAIRES AU QUEBEC

Depuis quatre ans, aucun bibliothécaire scolaire n'a été engagé au Québec !

Les bibliothécaires en milieu scolaire sont presque une espèce en voie d'extinction. Actuellement, dans l'ensemble du Québec, il y a en tout 23 bibliothécaires et 30 «spécialistes en techniques et moyens d'enseignement», pour les 2770 écoles primaires et secondaires !

Jusqu'à ces dernières années, la disparition des postes de bibliothécaires au Québec était telle que même les programmes de formation des départements de bibliothéconomie des universités avaient cessé d'offrir une formation dans ce domaine. Pour faire face à la pénurie et à d'éventuelles embauches, le gouvernement québécois a demandé aux universités offrant des formations dans ce domaine de rouvrir des cours sur la bibliothéconomie en milieu scolaire.

L'an dernier, l'EBSI a reçu pas moins de 778 demandes d'embauche de bibliothécaires dans différents domaines. C'est beaucoup pour une école qui ne forme que quelque 80 étudiants par année...

On constate qu'il y a dans l'ensemble des écoles primaires très peu de personnel rémunéré et peu de personnes spécialisées. Dans plusieurs écoles, des bénévoles assurent, selon leur gré et leurs horaires, un certain service de prêt et de retour des livres.

Depuis que l'UNESCO a publié un manifeste de la bibliothèque scolaire, en 2000, plusieurs études américaines sont formelles : une bibliothèque aux heures

d'ouverture flexibles, bien pourvue en personnel qualifié et en livres a un impact déterminant sur la performance scolaire des élèves.

Le Devoir.com, 28 janvier 2008

<http://www.ledevoir.com/2008/01/28/173660.html>

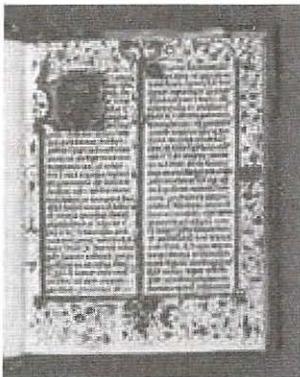
BREVIAIRE DE RETOUR A GENEVE

La Bibliothèque de Genève vient d'acquérir à Paris, un bréviaire genevois datant de la première moitié du 15^e, voire de la fin du 14^e siècle.

Cette acquisition accroît le nombre restreint de manuscrits liturgiques genevois conservés à ce jour à la BGE.

En effet, dès 1526, soit dix ans avant la proclamation officielle de la Réforme, sentant la diffusion des idées réformées et la progression du mouvement anti-savoyard, les chanoines du chapitre de Saint-Pierre de Genève quittèrent progressivement la ville pour l'abandonner complètement en 1535 et s'installer à Annecy. Ils emportèrent un grand nombre d'ouvrages à l'insu des autorités civiles : il n'existe malheureusement aucune liste officielle des ouvrages manuscrits ou imprimés disparus dans leur fuite. On trouve aujourd'hui des ouvrages liturgiques genevois à travers l'Europe, notamment à Aoste, Turin, Oxford, Annecy et Paris.

Les autorités de la ville veillent à récupérer des manuscrits genevois soit par des dons soit par des achats, notamment à l'occasion de ventes publiques.



HORS-TEXTE

est le bulletin d'information de l'Association genevoise des bibliothécaires et professionnels diplômés en information documentaire (AGBD). Il est envoyé gratuitement trois fois l'an (mars, juin et novembre) à tous les membres de l'AGBD. Les personnes non membres ou les organismes peuvent s'y abonner au prix de Fr. 25.- l'an (ccp 12-20457-3)

ADRESSE DU SITE AGBD SUR LE WEB: <http://www.aqbd.bbs.ch/>

LE COMITE DE REDACTION

est composé de: Elisabeth Bernardi, Marie-Pierre Flotron, Eric Monnier, Malou Noetzlin, Danièle Tosi

ADRESSE

Rédaction de HORS-TEXTE / A.G.B.D.
Case postale 3494
CH - 1211 Genève 3



ATTENTION

délai de remise pour le prochain numéro

23 mai 2008

Afin de pouvoir vous envoyer HORS-TEXTE comme prévu, nous vous demandons de respecter ce délai. Merci d'avance!

SOMMAIRE

<i>Ce qu'ils ont dit</i>	2
<i>Editorial</i>	3
<i>Rapport d'activités 2007</i>	4
<i>Le billet du président</i>	10
<i>Réévaluation des fonctions</i>	12
<i>Quelles raisons pour brûler des livres ?</i>	13
<i>Bibliothécaire, ailleurs, autrement</i>	26
<i>Renforcer la coopération internationale</i>	30
<i>Entre deux vagues</i>	32
<i>Allo Biblio Echos</i>	35

